

# Le Gouvernement tord le cou aux rumeurs : «Le budget 2023 est bel et bien réaliste»

P.3

## ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala

N° 724 du lundi 24 au mardi 25 avril 2023

Prix : 3.000 FC

Journal en ligne  
et Tri-hebdomadaire  
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05  
+ 243 903 185 670  
E-mail : [kuediasala@gmail.com](mailto:kuediasala@gmail.com)  
[www.econewsrdc.com](http://www.econewsrdc.com)  
L'info qui fait échos

# Force régionale de l'EAC : vers une présence durable

P. 2

## Agression de la RDC : «Le Rwanda ne comprend que le langage de la force», réaffirme Adolphe Muzito

Dans la compréhension de la situation récurrente de crise qui mine la partie Est de la RDC, Adolphe Muzito, leader du Nouvel Elan et de Lamuka, n'a jamais changé de langage ni d'approche de sortie de crise. Invité le week-end du journal Afrique de TV5 Monde, Muzito a réitéré ce qu'il a toujours soutenu : «Le Rwanda ne comprend que le langage de la force», avant d'ajouter : « Nous pensons qu'il faut faire la guerre au Rwanda et les repousser vers leur territoire ». Candidat à la présidentielle de décembre prochain, il se fixe quatre priorités à atteindre : la souveraineté militaire et territoriale, la souveraineté...

P. 4



## PARLONS-EN

### Ces « chers frères » angolais !

ECONEWS

Depuis son accession au pouvoir en janvier 2019, on ne compte plus le nombre de fois que le chef de l'Etat congolais a effectué le déplacement de Luanda, la capitale angolaise. Entre le Congolais Félix Tshisekedi et l'Angolais João Lourenço, l'entente est parfaite, serait-on tenté de croire. Le successeur de Jose Edouardo Dos Santos montre en effet une sollicitude appuyée envers son voisin dont le pays tente vainement de dénouer le nœud gordien d'une instabilité créée de longue date par ses voisins de l'Est.

Il est en effet de tous les rounds de négociations destinées à ramener...

(Lire en page 2)

**Télédistribution, statuts des journalistes ... : Patrick Muyaya continue le travail de «salubrité médiatique»**

P. 4

**Cote de popularité des politiciens sud-kivutiens : au Top 10, Aimé Boji Sangara arrive en première position**

P. 6

# Force régionale de l'EAC : vers une présence durable

A ce jour, la Force régionale de l'EAC opère sans mandat légal. La dernière réunion de Goma entre les ministres de la Défense de l'EAC, censée statuer sur cette situation, a été finalement renvoyée aux calendes grecques. Sur le terrain, la Force régionale se contente du statu quo et ne s'empresse pas de quitter de sitôt le territoire congolais. Quant au cantonnement vers le mont Sabinyo, pour lequel la Force régionale devait travailler urgemment, son commandant ke-

nyan a laissé entendre que toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour accueillir les démobilisés du M23. Selon lui, il faut encore plus ou moins six à sept mois pour les réunir tous les préalables avant. Une déclaration qui dévoile les intentions cachées de la Force régionale de l'EAC, qui attend consolider le plus longtemps son emprise sur l'Est congolais. A Kinshasa, c'est encore le silence total.

ECONOMS

Quatre jours après le report sine die de la réunion des chefs d'états-majors des armées des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), initialement prévue à Goma le mercredi 19 avril, report justifié par les inquiétudes du Rwanda concernant la sécurité de sa délégation, le général commandant de la force régionale de l'EAC était face à la presse samedi dernier. Une conférence de presse co-animée avec le gouverneur militaire, le lieutenant-général Constant Ndimba Kongba.

## LE MONT SABINYO PAS ENCORE À L'ORDRE DU JOUR

Le général kényan Jeff Nyangah, tout en reconnaissant que la force de l'EAC a reçu mandat des chefs d'Etat de soutenir l'intégrité territoriale de la RD Congo et que des efforts sont déployés à ce sujet, ne s'est pas empêché de répondre crûment à la question se rapportant à l'évolution du désengagement des M23, et de leur cantonnement. Sa réponse ne laisse place à aucune équivoque :

«Vous voulez envoyer ces gens là-bas (Ndrlr : mont Sabinyo)... Vous avez préparé le terrain ? Vous voulez qu'ils aillent

mourir de faim et de maladies ? Qu'est-ce qui est prévu pour de meilleures conditions de vie ? ».

En termes clairs, le général kényan exprimait, ce faisant, ses doutes quant à la tenue du calendrier du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS), condition sine qua non posée par le gouvernement congolais pour envisager d'éventuels pourparlers avec le véritable « agresseur » qui se trouve être le Rwanda, selon la thèse invariable soutenue par les autorités congolaises.

Des propos tempérés par le gouverneur militaire du Nord-Kivu, qui a dit être en parfaite collaboration avec les contingents de la force régionale de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est.

Selon le lieutenant-général Ndimba, « les populations déplacées suite à l'insécurité sont très impatientes de regagner leurs champs, leurs fermes, leurs maisons ; car quelle que soit l'assistance et d'où qu'elle vienne, les populations veulent la paix afin de rejoindre leurs habitations, les enfants étant actuellement déscolarisés en plus des maladies ».

Les deux déclarations, croisées, laissent clairement entrevoir que malgré l'annonce certifiée d'un

début de retrait des M23 et leurs soutiens rwandais de certaines de leurs positions dans les territoires de Rutshuru, de Masisi et de Nyiragongo, il existe toujours des écueils qui empêchent les quelque 800 mille déplacés internes, mais aussi des réfugiés dans les pays voisins à regagner leurs milieux. Et parmi ces écueils, figure en première place la stratégie du M23/RDF à abandonner certaines positions pour en occuper d'autres dans un jeu de cache-cache qui met à mal toute initiative de la force régionale qui, du reste, ne dispose pas d'un mandat offensif.

## DES RAISONS DE DOUTER

Certes, le général-commandant de la force régionale de l'EAC a indiqué qu'outre les contingents kényan et sud-soudanais déployés à Kibumba et Rumangabo, les Burundais sont déjà « actifs » sur les axes Sake-Mushaki et Sake-Kirilwire-Kitshanga, pendant que les Ougandais ont pris position dans la zone allant de Bunagana à Kiwanja en passant par les bourgades de Rwanguba, Chengerero et Burayi, il n'a cependant pas confirmé des mouvements de retour des populations déplacées, signe que le processus de désengagement des M23/RDF n'est pas chose acquise.

On se souvient que, prenant part le 4 février 2023 au XX<sup>ème</sup> sommet extraordinaire des chefs d'Etat de l'EAC à Bujumbura (Burundi), le président congolais Félix Tshisekedi avait interpellé publiquement le commandant kényan de l'EAC. Des propos qui traduisaient le mécontentement de Kinshasa face à l'inaction des contingents internationaux présents au Nord-Kivu censés alors accentuer une pression militaire visible sur le M23 qui continuait à passer outre les processus de Luanda et de Nairobi.

Sans mâcher ses mots, le président congolais avait notamment demandé au général Nyangah à « ne pas favoriser le M23. Ce serait dommage que la population s'en presse à vous. Vous êtes venus pour nous aider et non pour avoir des problèmes. Soyez attentif à cela. Communiquez avec la population ».

Plus de deux mois après, la présence de la force de l'EAC est loin d'avoir répondu aux attentes tant des dirigeants que de l'opinion congolaise. Tout se déroulant comme si les divers contingents présents sur le sol congolais y sont pour une durée convenue de leurs seuls gouvernements respectifs, chacun d'entre eux entretenant son agenda secret.

## PARLONS-EN

### Ces « chers frères » angolais !

(Suite de la Une)

la paix dans les provinces troublées de la partie orientale de la RD Congo. Le processus de Luanda, amorcé par le tête-à-tête Tshisekedi-Kagame, il est à la manœuvre. Il apporte sa contribution aux négociations de Nairobi. Il est le Médiateur mandaté par l'Union africaine dans la résolution de la crise entre le gouvernement congolais et le M23. Plus encore, il a obtenu du parlement angolais l'envoi d'un contingent militaire de l'armée angolaise au Nord-Kivu pour assurer la sécurité des sites de cantonnement des « rebelles » dans la perspective de leur retrait et démobilisation.

Pourtant, comme dans tous les « ménages modèles » unanimement loués pour l'amour réciproque et la stabilité de leurs couples, il existe toujours le revers de la médaille. Et les relations congolo-angolaises ne font pas exception. Car pendant que Luanda, - et c'est tout à son honneur - déploie des efforts pour la stabilisation de la situation sécuritaire dans le Kivu, sa police procède aux expulsions massives et sans ménagement des Congolais en situation « irrégulière » sur son territoire. Des reconduites à la frontière qui se répètent à intervalles réguliers.

La dernière en date a vu arriver dans le territoire de Kamako (Kasaï) de milliers d'expulsés que Kinshasa fait mine de ne pas voir. Chaque année, l'armée angolaise effectue impunément des incursions dans la région de Kahemba (Kwilu). Son industrie minière pollue les rivières du Kasaï avec des rejets toxiques, détruisant la biodiversité et provoquant l'amenuisement des ressources halieutiques...

Mais il y a pire : l'Angola accapare de longue date une partie du plateau continental atlantique congolais, où son industrie pétrolière opère en offshore sous la protection de sa marine de guerre.

Autant de dossiers sensibles que de toute évidence, Kinshasa ne considérerait pas comme des priorités vitales. Mais qui pourraient être réglées par une force militaire dissuasive qui reste encore à constituer, hélas !

# AZES : le management d'Auguy Bolanda salué par l'Observatoire de la bonne gouvernance et leadership

TIGHANA MASIALA

Pour s'être illustré par sa bonne gouvernance et sa bonne politique managériale aux commandes de l'Agence des zones économiques spéciales (AZES), établissement public sous tutelle du ministère de l'Industrie, le directeur général de l'AZES, Auguy Bolanda, a reçu le prix de meilleur manager, décerné par l'Observatoire de la bonne gouvernance et leadership. La remise du prix a eu lieu, le vendredi 21 avril 2023, au cours d'une cérémonie organisée au siège de l'Agence des zones économiques spéciales, situé dans la commune de Gombe (Kinshasa).

Très touché par le geste posé par l'Observatoire de la bonne gouvernance et leadership, le directeur général de l'AZES a eu les mots justes pour remercier les initiateurs du prix.

« Nous sommes contents de savoir qu'il y a des gens qui nous observent ici au pays. Ceux

qui évaluent dans l'ombre, le travail que nous battons. Aujourd'hui, vous êtes venus nous faire comprendre que vous appréciez le travail que nous faisons. Cela nous va droit au cœur. Ça nous pousse à être plus responsables, sachant que nous serons toujours évalués par d'autres personnes. En même temps, nous devons tout faire pour bien mériter de cette confiance », a déclaré Auguy Bolanda.

Il a par la même occasion, rendu hommage au président de la République, Félix Tshisekedi, pour la confiance qu'il lui a renouvelée. Auguy Bolanda a également reconnu que le prix lui décerné a été possible grâce aux efforts de toute l'équipe qu'il dirige.

« Je profite de cette occasion pour remercier tous ceux qui m'ont fait confiance, à commencer par le Président de la République et le ministre de l'Industrie à travers tout le gouvernement ainsi que tout notre personnel qui travaille avec nous depuis toutes ces

années où nous sommes à la tête de l'Agence des zones économiques spéciales », a-t-il reconnu.

Et d'ajouter : « Je ne peux pas clore ces mots sans parler de mes collaborateurs. Si vous avez braqué vos caméras sur moi aujourd'hui, c'est surtout parce que je suis accompagné par d'autres personnes. Je remercie les fidèles collaborateurs qui sont avec moi depuis plusieurs années. Je remercie mon adjoint, ma hiérarchie, le ministre de l'Industrie qui me fait confiance. Enfin, je remercie aussi et surtout le Président Félix Tshisekedi qui a finalement décidé que je puisse continuer à présider aux destinées de cette agence ».

Quelques heures après la remise du prix, le directeur général de l'AZES, Auguy Bolanda, a échangé avec une délégation du FMI (Fonds monétaire international). La présence des experts du FMI dans les locaux de l'AZES était une première. Elle se situe principalement dans le cadre d'une évaluation des Zones économi-

ques spéciales en République Démocratique du Congo.

« Les membres de la délégation du FMI ont été satisfaits de voir l'évolution des choses. Ils reconnaissent que les choses sont en train de bouger. Ils nous encouragent à poursuivre avec ce que nous avons déjà entamé en tenant compte de différents aspects évoqués. Il est vrai que l'Etat a besoin de beaucoup d'argent pour pouvoir mettre en œuvre son programme. Aussi, nous avons fait comprendre à nos interlocuteurs que le Congo est un pays qui a beaucoup de problèmes et que ceux-ci nécessitent aussi l'appui des partenaires pour nous aider à pouvoir affronter ces problèmes », a déclaré Auguy Bolanda, à l'issue de l'entretien.

A noter que la délégation du FMI a aussi demandé au staff de l'AZES de privilégier surtout des secteurs d'exportations, estimant que c'est dans ce créneau que la RDC peut valoriser la main-d'œuvre locale.

# Le Gouvernement tord le cou aux rumeurs : « Le budget 2023 est bel et bien réaliste »

*Une folle rumeur abondamment partagée sur la toile fait état d'une recommandation qui serait venue du Fonds monétaire international (FMI) demandant au gouvernement congolais de revoir à la baisse son budget 2023, chiffré à 16 milliards USD pour le ramener à 3 milliards USD. Cette rumeur cite comme source la rencontre entre la délégation du gouvernement de la RDC (ministre des Finances, ministre du Budget et gouverneur de la BCC) et le FMI en marge des travaux des assemblées de printemps 2023 des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale).*

**P**our répondre à ceux qui la relayent malencontreusement et tordre le cou à cette ineptie, voici quelques éléments de réponses mis à la disposition des Congolais afin de barrer la route à cette campagne d'intox.

## L'AUGMENTATION DU BUDGET DE LA RDC EST UNE RÉALITÉ

L'élaboration de ce budget a tenu absolument compte de plusieurs agrégats dont la bonne gouvernance et les efforts fournis par les régies financières pour maximiser la mobilisation des recettes publiques. Les chiffres de chaque régie sont disponibles. Tout le monde peut les consulter. Dire qu'il s'agit d'un spectre fantaisiste, cela n'est pas correct.

Déjà, à fin mars 2023, les recettes mobilisées seulement en interne par les régies financières sont évaluées à 1,6 milliards USD, soit un taux de réalisation de 93% par rapport aux prévisions linéaires. Et tout indique qu'avec l'échéance fiscale du 30 avril 2023, les recettes mobilisées en cumul pourraient frôler les 3 milliards sinon dépasser ce seuil.

En 2022 par exemple, il a suffi au gouvernement juste 9 mois pour atteindre les assignations financières annuelles de l'exercice budgétaire. Les recettes mobilisées, de janvier à fin septembre 2022, ont été de l'ordre de 14.807,7 milliards de CDF par rapport aux prévisions des recettes estimées à fin septembre 2022 à 11.150,3 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 133%, mais qui représentent 101% par rapport aux prévisions annuelles/2022 des recettes internes fixées à 14.790,9 milliards de CDF. C'est un exploit qu'aucun autre gouvernement n'a jamais réalisé.

En ce qui concerne les performances globales de l'année 2022, les recettes intérieures mobilisées ont enregistré un record historique pour atteindre CDF 18 427 milliards (plus de 9 milliards USD) contre CDF 11 838 mil-

liards réalisés en 2021 (environ 5,7 milliards USD), et CDF 6 968 milliards en 2020 (3,5 milliards USD). Il s'agit d'une hausse de 164% et de 67% par rapport aux recettes réalisées respectivement en 2020 et en 2021. Cela représente un taux de réalisation de 125% par rapport aux assignations inscrites dans la Loi de Finances 2022.

De même, il a été noté un accroissement des ressources extérieures mobilisées passant de 1,63 milliard USD en 2021 à 1,98 milliard USD en 2022 ainsi qu'une gestion rationnelle de la dette extérieure qui demeure en deçà de 20% du PIB, la plus faible d'Afrique.

Ces performances économiques du gouvernement pour 2022 ont été saluées par le FMI. D'où le succès enregistré lors des trois premières revues du Programme économique. Donc ce n'est pas de la fantaisie, connaissant la rigueur des experts de cette institution. Il en est de même de la BAD.

**Dire aussi qu'il n'y a rien de concret sur terrain est faux.** Il faut en effet relever qu'il a été observé les efforts pour le maintien du pouvoir d'achat de la population, cas du prix du carburant en dépit des effets de la guerre russo-ukrainienne qui ont imposé une politique de sobriété énergétique dans les pays européens.

**De même, que parler de la jouissance d'une clique dans les institutions de l'Etat est un cynisme.** Car, les efforts du gouvernement pour la réduction du train de vie des institutions peuvent être saisis à travers l'augmentation du taux de dépenses d'investissements. L'on a en effet noté le triplement des dépenses en capital. En 2022, les dépenses d'investissement, financées sur ressources propres du gouvernement, se sont accrues de 173 % par rapport à 2021 et de 353,73% de 2020 à 2021.

En tout état de cause, le budget 2023 est élaboré sur la base des données du



Première réunion entre le Chef de l'Etat et le Gouvernement Sama II

cadre macroéconomique. Il peut être revu si certains de ces agrégats changent. Déjà le FMI a revu le taux d'inflation pour fin 2023 : une projection de 8,3% retenue à l'issue de la troisième revue ; et par la suite une projection de 9,7% issue des conclusions de la visite préparatoire de la quatrième revue de février 2023. Les travaux en cours avec la mission du FMI pourront déterminer de nouveaux agrégats et revoir le budget dans un sens comme dans un autre, sans oublier que la guerre à l'Est, non seulement augmentent les dépenses sécuritaires, mais aussi impactent négativement les activités économiques (production et commercialisation).

## LES RAISONS DU RETARD DANS LE PAIEMENT DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES

La situation actuelle du Pays n'est pas forcément à comparer avec celle des gouvernements précédents. Notre économie fait au-jour d'hui face à plusieurs chocs exogènes notamment ceux liés à la situation post COVID-19 et à la crise Russo-ukrainienne qui ont eu un impact négatif sur les économies de plusieurs du pays. Et ce, sans oublier le choc endogène dû à la guerre d'agression que nous a imposée le Rwanda, dont les exigences financières sont prioritaires, la défense de l'intégrité de notre territoire et la sécurité des populations et leurs biens obligent.

La situation actuelle

d'inflation n'est pas spécifique à la RDC. Même des pays industrialisés sont butés aux mêmes problèmes, à savoir la hausse des prix des biens et services, l'inflation importée. Ceci est dû notamment à la perturbation dans le circuit d'approvisionnement du commerce mondial. La RDC aujourd'hui a beaucoup évolué. Certes nous avons connu un retard dans le paiement des salaires. Mais il faut préciser que ce retard, pour une partie des fonctionnaires, fait suite à un problème de planification de trésorerie avec les banques commerciales.

Tenez. En ce qui concerne les dépenses publiques au mois de mars 2023, elles se sont chiffrées à 1.381 milliards CDF dont 46%, soit 631 milliards CDF, ont été affectées aux seules rémunérations. Ceci est dû au paiement, au cours de ce mois, du solde des rémunérations du mois de février 2023 et une bonne partie du mois de mars. Pour ce dernier, près de 250 milliards des salaires ont été reportés pour être payés en avril 2023. Déjà à mi-avril 2023, le gouvernement avait libéré la totalité des salaires des fonctionnaires du mois de mars auprès des banques commerciales. Et, le gouvernement s'est engagé devant le corps syndical, dès ce mois d'avril 2023, de libérer les salaires dans le mois concerné. Il n'y aura plus de report d'une partie de salaire sur l'autre mois.

Ce qui fait que la masse salariale des agents et fonctionnaires de l'Etat a sensiblement augmenté. En

ce mois d'avril 2023, la masse salariale des agents et fonctionnaires de l'Etat est évaluée à 714 milliards de CDF. Ceci découle du fait que le gouvernement continue périodiquement d'ajouter sur ses listings de paie de nouvelles unités. Rappelons qu'entre avril et juillet 2022, le gouvernement a augmenté les salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat de 45%. Mieux, depuis ces deux dernières années, le gouvernement a intégré dans les listings de paie plus de 100 mille nouvelles unités notamment dans le secteur de l'EPST pour consolider la gratuité de l'enseignement de base. Dans la même optique, environ 20 mille écoles sont passées dans le giron de l'Etat, avec la gratuité de l'enseignement de base. Tout aussi, l'Etat major général des FARDC a-t-il récemment recruté plus de 60 mille jeunes qui sont en formation pour intégrer les Forces armées Congolaises. C'est autant de dépenses en plus par rapport au passé.

Il sied de souligner que le pays traverse une période particulière de son histoire, caractérisée par la guerre d'agression que nous impose le Rwanda. Le gouvernement de la République consacre beaucoup d'efforts, y compris sur le plan financier, pour la défense de l'intégrité territoriale, qui fait l'objet de plusieurs convoitises et de la souveraineté nationale et pour ramener la paix en vue de soulager les souffrances de nos compatriotes de

(Suite à la page 4)



# Télédistribution, statuts des journalistes ... : Patrick Muyaya continue le travail de «salubrité médiatique»

Après la promulgation de la loi sur l'exercice de la liberté de la presse en RDC, dite «Loi Muyaya», le ministère de la Communication et Médias continue son travail de «salubrité médiatique». Vendredi en Conseil des ministres, le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe, a fait le point du travail entamé dans l'assainissement du secteur de télédistribution. Il a également saisi le Conseil des ministres de la transmission au Gouvernement de l'avant-projet de décret portant statuts des journalistes œuvrant en République Démocratique du Congo pour examen et approbation, tout en insistant sur «la nécessité et l'urgence du financement du Congrès extraordinaire statutaire de l'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC), conformément aux résolutions des états généraux de la communication et médias.

TIGHANA MASTALA

L'assainissement du secteur médiatique congolais a été en bonne place vendredi à la réunion du Conseil des ministres. Nommé à ce poste dans le Gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe, ministre de la Communication et Médias, est déterminé à laisser sa marque au ministère. Pur produit de la presse, Patrick Muyaya s'active depuis lors à doter le secteur de tous les outils nécessaires pour son fonctionnement.

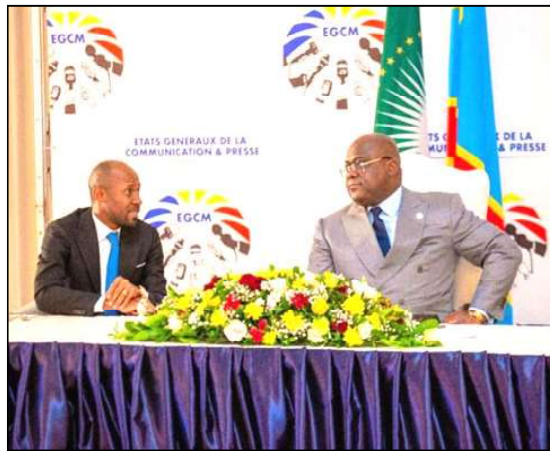
Quant à l'appui de la presse, le ministre Muyaya n'a jamais éludé la question. Bien au contraire. Le préalable, selon lui, est de recenser d'abord la presse réellement opérationnelle avant de pousser l'Etat à lui accorder son appui. C'est le travail qui se fait dans le cadre de la «salubrité médiatique», selon la vision tracée par le Président de la République, Félix Tshisekedi, à la clôture en

2022 des états généraux de la communication et médias.

Ainsi, vendredi en Conseil des ministres, le ministre Muyaya a présenté au Conseil les grandes lignes de l'évolution du processus vers la «salubrité médiatique», mettant en exergue les défis à relever au regard des résolutions des états généraux de la communication et médias.

Il a indiqué que la promulgation de la nouvelle loi sur la presse est «une avancée majeure pour laquelle tous les acteurs de ce secteur ont remercié le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et aussi salué l'accompagnement du Gouvernement», rappelant que «ce cadre légal adapté à l'environnement et aux défis actuels de l'exercice de la liberté de la presse est une véritable fondation qui vient d'être posée dans le paysage médiatique congolais».

Dans l'évolution de la



Le Chef de l'Etat échange avec le ministre Patrick Muyaya à la clôture en 2022 des états généraux de la communication et médias.

«salubrité médiatique», Patrick Muyaya a fait part du bouclage de la première phase du contrôle de conformité administratif et documentaire des éditeurs des programmes et des sociétés de télédistribution, amorcée en décembre 2021 pour la ville de Kinshasa. La Commission permanente, instituée par arrêté ministériel, a rendu les conclusions de ces travaux qui se présentent comme suit : «sur 98 éditeurs des programmes (chaînes de télévision) présents sur le bouquet public, seuls 64 ont satisfait aux exigences requises en la matière, soit 66%; sur les 101 éditeurs des programmes présents sur les différents bouquets privés, seuls 20 ont satisfait aux exigences requises en la matière, soit 20%; sur

les 11 sociétés de télédistribution, aucune ne satisfait totalement aux exigences administratives et techniques requises; et dix (10) chaînes émettent encore en analogique».

A cet effet, le porte-parole du Gouvernement a indiqué qu'une série de moratoires a été accordée, à partir du 21 juillet 2022, et plusieurs fois renouvelées afin de permettre aux concernés de régulariser leurs situations respectives. Neuf mois plus tard, le ministère de la Communication et Médias s'est trouvé dans l'obligation de solliciter la prise d'acte par le Conseil afin de prendre des mesures ci-après : «la déconnexion d'éditeurs des programmes non en règle, après une dernière période probatoire de 15 jours, dès ce lundi 24 avril 2023, et la connexion de

ceux qui le sont; la déconnexion de ceux qui émettent encore en analogique, après une dernière période probatoire de 15 jours, dès ce lundi 24 avril 2023. La récupération desdites fréquences par le ministère des PT-NTIC vise leur utilisation dans le cadre d'autres applications; l'extension de ce contrôle administratif et technique, dans une seconde phase, aux différentes radios et autres catégories des médias».

La «salubrité médiatique» ne se limite pas qu'au secteur de la télédistribution. Le ministère de la Communication et Médias s'attèle également à définir les statuts des journalistes en République Démocratique du Congo. C'est dans ce cadre que le ministre Muyaya a annoncé au Conseil la transmission au Gouvernement de l'avant-projet du Décret portant statuts des journalistes œuvrant en République Démocratique du Congo pour examen et approbation.

L'occasion faisant le laron, il a aussi rappelé au Gouvernement la nécessité et l'urgence du financement du Congrès extraordinaire statutaire de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), conformément aux résolutions des états généraux de la communication et médias.

Selon lui, «l'objectif poursuivi est de faciliter le travail de salubrité médiatique et de la construction d'une presse plus professionnelle, libre et économiquement viable afin de mieux contribuer au développement notre pays».

## Le Gouvernement tord le cou aux rumeurs : «Le budget 2023 est bel et bien réaliste»

(Suite de la page 3)

l'Est. C'est un impératif et non pas une option.

L'augmentation de dépenses sécuritaires a un effet sur les autres dépenses, même contraignantes comme les salaires. Tenez, en 2022, les états de suivi budgétaire de la Direction générale des politiques et programmation budgétaire renseignent que les dépenses de la Défense ont culminé à 1.352.676.811.137 de CDF (635 millions USD) sur des prévisions annuelles arrêtees à 1.183.492.417.991 de CDF, soit un taux d'exécution de 114%. Il y a eu un dépassement de 14% des dépenses consacrées à la défense en 2022. Mais en

même temps, le gouvernement s'occupe de la situation de la paie de l'ensemble des fonctionnaires. Des mesures sont prises pour que le retard constaté au mois de mars ne se répète plus jamais.

### LA RDC, VICTIME D'UNE INFLATION IMPORTÉE COMME LE RESTE DU MONDE

Quant à la flambée des prix, outre l'inflation importée suite à la guerre russo-ukrainienne, chaque coin du pays a ses spécificités. Le marché de Kinshasa subit la baisse de l'offre de certaines denrées acheminées par la RN 1 (tronçon Bandundu-Kinshasa) à cause de l'insé-

curité liée au conflit Teke-Yaka. Cette situation constitue un obstacle à la production et au transport de produits alimentaires; la crise du maïs au Katanga est d'abord un problème structurel lié à l'insuffisance de la production locale, mais il sied de reconnaître que des opérateurs économiques locaux ont commencé à investir dans ce secteur (plantations et minoteries), même si des efforts sont encore à fournir. Cela fait partie de fragilités structurelles de notre pays que le gouvernement s'emploie à résoudre à travers sa politique de diversification de l'économie et d'amélioration du climat des affaires; ensuite, c'est un

problème conjoncturel lié à la sécheresse qui sévit en Afrique australe obligeant la Zambie d'adopter une politique prudente pour ses exportations de maïs, intensifiant ainsi la pénurie de ce produit au Grand Katanga et au Grand Kasai.

Pour y remédier, le Gouvernement vient de proposer la mesure suspendant la perception de la TVA sur les biens de première nécessité jusqu'à la fin de cette année. L'objectif est juste-ment d'éviter cette flambée quitte à ce que les opérateurs économiques soient également de bonne foi dans cette situation économique généralement difficile sur l'échiquier mondial.

**A tout prendre, la situation macroéconomique de la RDC fait preuve de résilience malgré les répercussions de la guerre en Ukraine et la détérioration de l'environnement économique mondial.** Foi des experts du FMI avec qui nous sommes en programme triennal depuis juillet 2021. Le PIB réel de la RDC fait preuve aussi de résilience, avec une croissance de 8,5% enregistrée fin 2022. Cette année 2023, le taux de croissance du PIB de la RDC est prévu à 8%, selon toujours les projections de cette institution financière de Bretton Woods.

CP

# Marché des changes et prix intérieurs : la BCC se félicite d'un « processus de stabilisation »

**Sur le marché des changes, les tensions sont toujours vives, suscitant une surchauffe sur les prix intérieurs. A la Banque Centrale du Congo (BCC), Mme la gouverneure Malangu Kabedi-Mbuyi reste confiante et assure avoir le contrôle de la situation. Avec des signes d'accalmie qui gagnent déjà les marchés, vendredi en Conseil des ministres, Mme la gouverneure a, « considérant les facteurs de risques externes liés à la conjoncture économique mondiale et internes relatifs à la guerre à l'Est de notre pays et l'inflation importée, encouragé le maintien de la coordination des actions au niveau des politiques budgétaire et monétaire et la poursuite de l'exécution des réformes structurelles retenues dans le cadre du programme avec le FMI ».**

## ECONOMS

Après une période de très fortes turbulences, le calme gagne finalement aussi bien le marché des changes que le marché des biens et services.

Convaincue vendredi au Conseil des ministres, Mme la gouverneure de la Banque Centrale du Congo (BCC) a fait part de l'évolution de la situation récente sur le marché des changes ainsi que celui des biens et services.

Il en ressort, selon elle, que « les tensions sur les marchés des changes et la surchauffe sur des prix intérieurs des biens et services observées en début d'année tendent à s'inverser positivement depuis les deux premières semaines du mois d'avril en cours ».

De l'avis de Mme la gouverneure de la BCC, « cette situation tient, sans préjudice, de la poursuite des efforts de stabilisation fournis par le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo, au reflux cyclique de la liquidité dans le système bancaire expliqué de la grande échéance fiscale du mois d'avril. Ainsi, a insisté la Gouverneure, il s'observe un ralentissement de l'inflation en rythme hebdomadaire, situant le taux à 0,15% contre 0,28% de la semaine précédente ».

Preuve que la BCC s'active pour ramener le calme sur le marché des changes, l'on note que « cette évolution est conjuguée à un processus de stabilisation sur le front du change : le taux de dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain demeure très fai-

ble (0,02%), attestant une accalmie sur le marché depuis quelques semaines ».

Cependant, on reste encore prudent, craignant un retournement brusque de la situation. A ce propos, considérant les facteurs de risques externes liés à la conjoncture économique mondiale et internes relatifs à la guerre dans l'Est de notre pays et l'inflation importée, Mme la gouverneure a « encouragé le maintien de la coordination des actions au niveau des politiques budgétaire et monétaire et la poursuite de l'exécution des réformes structurelles retenues dans le cadre du programme avec le FMI ».

## RATIONALISER LES DÉPENSES ET POURSUIVRE LES RÉFORMES

Si la BCC tient la barre en s'assurant d'agir le plus efficacement possible dans la mise en œuvre de la politique, le Gouvernement s'attèle aussi à jouer sa partition.

A ce propos, le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, qui revient des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, a fait le point des discussions entamées à Washington.

Outre les séances de travail avec les responsables

de haut niveau de ces institutions de Bretton Woods, la délégation congolaise a eu une série de réunions respectivement avec le Comité de Développement du Groupe de la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International et, la dernière, avec conjointement la Banque mondiale et la Société Financière Internationale.

Il en ressort que l'économie de la RDC se montre plus résiliente aux chocs par rapport à d'autres pays de l'Afrique subsaharienne. Les performances macroéconomiques réalisées en 2022 au niveau de la croissance du PIB réel, des réserves internationales et de la mobilisation des recettes ont été félicitées aussi bien par le FMI que par la Banque mondiale, a fait part au Conseil le ministre Nicolas Kazadi.

A cet effet, le Gouvernement a été encouragé à « poursuivre les investissements dans le secteur des infrastructures et les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires pour attirer davantage le secteur privé et réduire la dépendance de l'économie au secteur minier ».

Au sujet des pressions sur le marché des changes et l'inflation, il a été recom-

mandé au Gouvernement des politiques monétaire et budgétaire restrictives avec un accent particulier sur la réduction des dépenses des biens et services ainsi que de fonctionnement au profit des dépenses d'investissement.

Dans la même veine, une décision du Gouvernement a été sollicitée en ce qui concerne les inquiétudes soulevées par le FMI au sujet de l'augmentation de 30 milliards de CDF de l'état liquidatif de paie des fonctionnaires et agents de l'Etat entre janvier et avril 2023 pour atteindre 714 milliards de CDF avec possibilité d'atteindre 800 milliards de CDF à fin 2023. Ce qui est en déphasage total avec les engagements pris dans le cadre du Programme soutenu par le FMI.

Avec la mission du FMI qui séjourne à Kinshasa, les discussions se poursuivent sur toutes ces questions en vue de la conclusion de la quatrième revue du Programme Economique du Gouvernement. Il sera en outre question de s'accorder sur les déclencheurs du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité dont le montant total en faveur de notre pays pourrait atteindre un (1) milliard USD.

# Mines : les retombées de l'accord GÉCAMINES - CMOC

Les actions de China Molybdenum (CMOC) ont bondi de 10 % à Shanghai et de 12 % à Hong Kong après que le géant minier a conclu un accord avec la Gécamines qui lui permettra de reprendre les exportations de cuivre et de cobalt de la mine Tenke Fungurume Mining (TFM), l'une des plus grandes sources de cobalt au monde.

Le double conflit autour de Tenke Fungurume Mining et le contrat Sicomin sont mis à rude épreuve par les relations entre Kinshasa et la Chine. Aujourd'hui, les choses semblent sur le point de changer.

Peu après l'annonce de l'accord, le magazine Jeune Afrique a annoncé que le Président de la RDC, Félix Tshisekedi, se rendra à Pékin pour la première fois le 26 mai.

La CMOC était dans une impasse depuis des mois avec la société minière publique de la RDC, la Gécamines, en raison d'allégations selon lesquelles elle aurait sous-estimé les réserves de Tenke Fungurume.



**洛阳钼业**  
洛陽樂川鋁業集團股份有限公司  
**CMOC Group Limited\***  
(a joint stock company incorporated in the People's Republic of China with limited liability)  
(Stock Code: 03993)

**VOLUNTARY ANNOUNCEMENT**

**UPDATES ON**  
**THE PROGRESS OF THE MIXED MINE**  
**PROJECT OF TFM COPPER-COBALT MINE IN THE DRC**

La Gécamines a exigé 7,6 milliards de dollars US de redevances et d'intérêts. Le différend a empêché la CMOC d'exporter sa production minière, ce qui a entraîné la constitution d'un stock de cobalt et de cuivre d'une valeur estimée à 1,5 milliard de dollars US dans la mine. Maintenant que les exportations vont probablement reprendre, l'impact pourrait être mondial :

Les retombées de l'accord CMOC sont à trois niveaux.

Concernant le **cobalt**, l'accord est susceptible de faire baisser les prix du cobalt à court terme. Tenke Fungurume Mining représente environ 15 % de la production mondiale de cobalt. Les prix du cobalt ont chuté de 60 % au cours de l'année écoulée en raison de la faible demande de véhicules électriques en Chine et de l'offre supplémentaire provenant d'autres mines. Toutefois, la demande des consommateurs chinois ayant apparemment repris plus rapidement

que prévu, la situation pourrait changer.

Quant aux **relations Chine - RDC**, la prochaine visite de Félix Tshisekedi en Chine pourrait être le signe d'un approfondissement des relations, qui incluent désormais des liens en matière de défense. La RDC a acquis des drones de fabrication chinoise pour les utiliser dans sa lutte contre le mouvement rebelle M23 à sa frontière orientale. Selon certaines informations, l'ambassade de Chine à Kinshasa s'est engagée à verser

27 millions de dollars US pour contribuer à la modernisation de l'armée de la RDC.

En termes de **géopolitique**, l'accord constitue un revers majeur pour les efforts déployés par les États-Unis pour desserrer l'emprise de la Chine sur le secteur du cobalt, qui revêt une importance stratégique. Un protocole d'accord entre les États-Unis, la RDC et la Zambie sur la relocalisation du raffinage du cobalt est pour l'instant au point mort. La Chine devrait contrôler la moitié de la production mondiale de cobalt dans deux ans et détient actuellement 77 % de la capacité de raffinage du cobalt, soit plus du double de son niveau d'il y a cinq ans.

**Pourquoi c'est important.** Le différend concernant le CMOC a constitué un obstacle majeur aux relations de la Chine avec la RDC et à sa domination du marché mondial du cobalt. L'accord récemment annoncé pourrait modifier ces deux dynamiques, mais tout dépendra des clauses de l'accord.

AVEC PROJETAFRIQUECHINE.COM



# Cote de popularité des politiciens sud-kivutiens : au Top 10, Aimé Boji Sangara arrive en première position

**En termes de cote de popularité des politiciens sud-kivutiens, Aimé Boji Sangara, actuel ministre d'Etat en charge du Budget, confirme son leadership. C'est la conclusion du sondage réalisé par Les Points, en collaboration avec New Pelican.**

**Serions-nous en train d'assister à une nouvelle reconfiguration du leadership au Sud-Kivu? Telle est la question qui taraude les esprits de nombreux analystes et observateurs politiques de cette province, qui se penchent sur cette question.**

**En effet, traditionnellement une province, depuis plus de deux décennies, acquise au leadership du président national de l'Union pour la Nation congolaise (UNC), l'honorable Vital Kamerhe, l'on observe**

**depuis quelques mois des signes non trompeurs, qui pointent indiscutablement vers une redistribution des cartes de leadership dans la province du Sud-Kivu.**

**Serait-il là le début d'une passation intergénérationnelle du leadership dans l'ancienne capitale du Grand Kivu? Seul le temps nous le dira. Parmi ces étoiles montantes très adulées dans l'opinion, l'actuel ministre d'Etat, ministre du Budget Aimé Boji Sangara Bamanyirwe, semble avancer à pas de géant vers le sommet de la pyramide du leadership sud-kivutiens. Il devance Modeste Bahati, président du Sénat, Vital Kamerhe, VPM de l'Economie, et bien d'autres.**

ECONEWS

Né le 8 janvier 1968 à Katana, territoire de Kabare, dans la province du Sud-Kivu, Aimé Boji, haut cadre de l'UNC de Vital Kamerhe, il est ministre d'Etat en charge du Budget au sein du gouvernement Sama Lukonde. Actuellement, il est le plus aimé et apprécié des Sud-kivutiens.

Partout où il passe dans cette partie de la RDC, Aimé Boji attire, grâce à ses actions sociales, beaucoup de monde et plusieurs centaines de milliers de Sud-kivutiens se mobilisent pour lui réserver un accueil digne d'un grand notable de la région.

Pourquoi ce fils de l'ancien célèbre gouverneur Boji Ntote Diudonné draine-t-il des foules autour de lui? Premièrement, «*tel père, tel fils*».

Avantant ceux qui attribuent le succès du ministre d'Etat chargé du Budget à la notoriété de son défunt père, ancien gouverneur de la province du Sud-Kivu et de plusieurs autres provinces en

RDC. Deuxièmement, l'ancien Secrétaire général de l'UNC tient sa popularité indiscutable de son parcours politique élogieux.

Troisièmement, pour cette oreille attentive qu'il porte aux problèmes de ses frères de la province qui hissent ce poivre vert de Walungu au piédestal des leaders les plus aimés du Sud-Kivu. La popularité de Boji, enfant terrible de Walungu, est due également à ses performances inégalées au gouvernement Sama Lukonde. Il caracole à la tête de tous les sondages, ce qui force l'admiration de toute la nation envers ce ministre bosseur, essentiellement celle de ses frères et sœurs du Sud-Kivu dont il fait la fierté. Ce sondage révèle que les différentes couches de la population sud-kivutiens s'accordent sur le fait que les actions sociales et de développement de Aimé Boji dans sa province natale constituent le principal moteur qui fait tourner à plein régime les cœurs de ses compatriotes en sa faveur. Ceci, dans une province en régression, malgré la multitude des leaders qu'elle a présenté sur l'échiquier national.

Dans la ville de Bukavu, il y a installé l'éclairage public tout comme à Walungu où il déborde d'initiatives notamment avec la construction d'une micro-centrale hydroélectrique, en passant par pratiquement tous les territoires du Sud-Kivu où il s'emploie à apporter sa contribution à l'amélioration des conditions de vie de la population, l'ancien ministre du Commerce extérieur devient de plus en plus adulé pour cette nouvelle marque qu'il imprime.

La montée fulgurante de sa cote de popularité au Sud-Kivu s'explique surtout par l'adhésion massive des jeunes convaincus par son discours de développement et ses actions concrètes.

Bien plus son élection à la Présidence de la Coordination de l'OC Bukavu Dawa, l'équipe de football la plus populaire du Sud-Kivu; qui depuis, vole de victoire en victoire fait de lui l'une des personnalités les plus adulées de la place.

Aimé Boji est également l'initiateur de l'Asbl «*Génération Aimé Boji Sangara (G-ABS)*», une structure très célèbre pour



Aimé Boji, ministre d'Etat en charge du Budget

ses actions sociales très visibles et à impact palpable au sein de la population. Boji a toujours exhorté tous les enfants du Sud-Kivu, en particulier, et ceux du Grand Kivu, en général, à apporter leur soutien au Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi en vue d'en finir avec ce cycle de violences qui a tant duré et enfin d'ouvrir la voie au développement.

## EN PROVINCE DU SUD-KIVU, AIMÉ BOJI CONFIRME SON LEADERSHIP

La République Démocratique

du Congo en général et l'Est du pays en particulier connaît ses véritables leaders. Aimé Boji Sangara en fait partie. Ce n'est pas une déclaration, mais c'est un fait. Le ministre d'Etat au Budget l'a démontré lors de sa dernière tournée dans la province du Sud-Kivu.

Il n'est pas allé en campagne électorale, mais plutôt en campagne de sensibilisation à l'enrôlement. Porteur d'un message d'unité, Aimé Boji a triomphé à Bukavu, chef-lieu de province, aux villages les

plus éloignés qu'il a visité.

Au cours de meetings et de ses échanges avec la population, il leur a demandé de s'enrôler massivement pour se choisir des dirigeants lors des élections de décembre prochain. Il a prêché la paix et plaidé pour un soutien total aux actions du gouvernement de la République et du Chef de l'Etat Félix Tshisekedi, en vue de la matérialisation de tous les projets prévus pour le Sud-Kivu.

En véritable politique, il a expliqué qu'il est et reste cadre de l'UNC dont il est cofondateur et fidèle à Félix Tshisekedi, autorité morale de CACH et de l'Union sacrée de la Nation.

Des foules immenses ont témoigné au ministre du Budget leur adhésion à son message, lui faisant savoir qu'elles le portent dans leur cœur. Lui aussi les porte dans le sien.

En témoignage des réalisations effectuées par sa fondation, la Génération ABS, en faveur de la population non seulement de Bukavu, mais aussi des autres coins de la province du Sud-Kivu.

## Fiche technique et méthodologie d'enquête

### I. Méthodologie d'enquête

Enquête réalisée face à face et du 13 au 14 avril 2023.

Echantillon de 1.000 personnes par province, représentatif (Echantillon) de la population âgée de 18 ans et plus.

Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, territoire et comportement par catégorie de l'interviewé(e).

Terrain d'application: Bukavu, Minembwe, Mwenga, Kabare, Idjwi, Shabunda, Walungu, Kaziba, Kalehe, Uvira, Fizi. Aide à la lecture des résultats détaillés :

Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.

Les résultats de cette enquête

mesurent un rapport de force à un moment donné. Ils ne peuvent en aucun cas être considérés comme étant prédictifs des événements dans l'avenir.

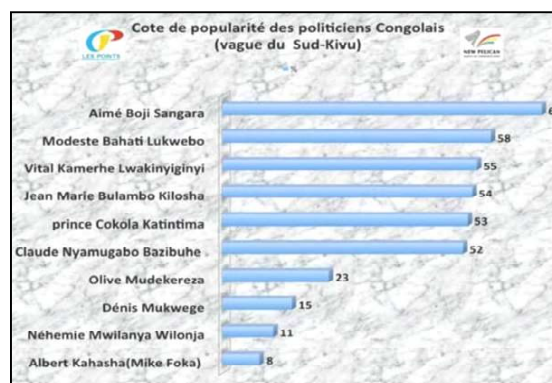
La marge d'erreur des résultats d'ensemble s'établit, selon le score visé, entre plus ou moins 1,4 et 3,1 points

Aucune publication de ce sondage ne peut être faite sans que soit reprise également la mention relative aux marges d'erreur.

**NB :** lors de la publication de ce sondage, merci de mentionner le nom de l'institut de sondage «*LES POINTS* » pour l'Agence «*NEW PELICAN* ».

### II. Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé «*marge d'erreur* ») permet de déterminer la confiance



qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne

les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Effectif	5 ou 95 %	10 ou 90 %	20 ou 80 %	30 ou 70 %	40 ou 60 %	50 %
1.000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1

**Note de lecture :** La marge d'erreur varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Dans le cas d'un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5. Le vrai pourcentage est donc compris entre 17,5% et 22,5%.

## Dans «*Holocauste au Congo...*», Charles Onana déplore le silence complice de la communauté internationale

Face aux massacres qui se commettent, depuis une vingtaine d'années, dans l'Est de la République Démocratique du Congo, la communauté internationale brille par son silence. C'est ce que dénonce l'écrivain Charles Onana dans son ouvrage «*Holocauste au Congo. L'omerta de la communauté internationale*». Pour sa sortie à Kinshasa, cet ouvrage a été au centre, vendredi dernier, d'une conférence-débat organisée par la revue «*Renaissance africaine*» que pilote Freddy Mulumba, ancien directeur générale de la RTNC.

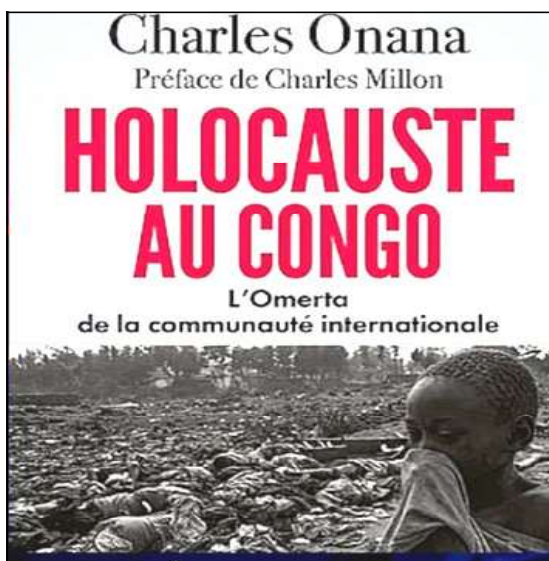
La revue «*Renaissance africaine*» a organisé, le vendredi 21 avril 2023 à la paroisse Notre-Dame de Kinshasa, une conférence de presse sur la situation sécuritaire en RDC. Ce rendez-vous avec la presse locale avait pour but de dégager les grandes lignes de l'ouvrage de Charles Onana, intitulé : «*Holocauste au Congo : l'omerta de la communauté internationale*». Il s'agit d'un ouvrage qui brise le silence et apporte des preuves sur le calvaire d'une population livrée à des criminels contre l'humanité.

Dans ce livre, l'auteur s'appuie sur des archives de la Maison Blanche, des documents du Pentagone ainsi que sur plusieurs rapports de l'Onu et de l'Union européenne. En dépit de ces massacres, Charles Onana déplore le silence de la communauté internationale devant cette situation insoutenable qui a duré plus de 28 ans.

La question fondamentale que l'auteur pose est celle

de savoir : Comment une région où les morts et les viols se comptent par millions peut-elle se transformer en un vaste espace de silence, d'intimidation et de censure ? Pour lui, l'exemple de la RDC est de ce point de vue très intéressant, car le peuple congolais est soumis sans cesse à la violence et à l'intimidation au point qu'une partie importante de la classe politique a renoncé à parler de ceux qui massacrent les Congolais. Lors de cette conférence de presse, plusieurs témoignages ont été fait.

Selon le professeur Ntumba Luaba, il y a eu trop de morts dans l'Est de la RDC, mais on en parle timidement. Et de s'interroger : Qui peut douter de l'extermination systématique et planifiée des Congolais dans cette partie du pays ? Et d'ajouter que cette stratégie date de 1994. Les agresseurs présentent plusieurs alibis. Illustration : la chasse aux génocidaires. Et pourtant, la réalité, c'est l'exploitation illicite de nos ressources.



### INTERPELLATION

Pour l'ancien ministre des Droits humains, Onana parle de la stratégie de la prise de la RDC en tenaille. Compte tenu de l'ampleur de la situation, il en appelle à la responsabilité des Congolais à tous les niveaux. Surtout, quand on sait que le pays est en danger. A l'instar de Charles Onana, Ntumba Luaba déplore aussi le silence de la communauté internationale face à ce drame.

«*Le silence nous tue, il faut s'exprimer*», a-t-il souligné. Ce, avant de proposer la construction d'un mémorial national parce que le Congo a connu un véritable génocide.

De son côté, Martin Bitakwira a fait remarquer que le livre de Charles Onana est révélateur et interpellateur à la fois. Depuis 1994, il y a un complot monté contre la RDC et son peuple. Au Rwanda, la popula-

tion Tutsi représente 13% d'habitants, a-t-il fait savoir. Avant de noter que Kagame a des ambitions qui sont au-delà de son pays et de lui-même. Si on ne saisit pas cette occasion offerte par Onana, nous risquons de perdre le pays. Et de noter que notre pays n'est pas agressé par le Rwanda, mais plutôt par des puissances occidentales.

S'adressant aux médias, il leur a demandé de changer de comportement et de style. Le livre de Charles Onana est pour lui, une sorte de Bible pour nous et pour la libération du pays.

Quant à Freddy Mulumba, Charles Onana est un homme de conviction, un homme qui aime l'Afrique. Pour lui, les multinationales ne veulent pas porter la responsabilité de l'agression dont le Congo est victime. L'élite congolaise est traumatisée. Avant de féliciter le président Félix Tshisekedi qui a tout mis en œuvre pour porter plus haut la voix des Congolais à travers le monde. «*Il ne faut pas que les autres parlent à notre place. Nous devons prendre notre destin à mains, abandonner la distraction et mener des actions de terrain pour décourager les ennemis des Congolais*», a-t-il recommandé.

T.M. (CP)

## A Matadi et Boma, des déclarants en douane protestent contre le réajustement des frais de douane, la police s'interpose

### ECONOMS

Dans les deux villes portuaires de Matadi et Boma, dans la province du Kongo Central, des déclarants en douane, réunis au sein de différentes associations, ont manifesté samedi dernier pour protester contre le réajustement des frais de douane institués unilatéralement, disent-ils, par la Direction générale des douanes et accises (DGDA).

A Matadi, chef-lieu de province, la police a réprimé une marche des déclarants en douane.

Ces commissionnaires en douane voulaient dénoncer à travers cette manifestation la hausse vertigineuse de la valeur en douane que la Direction générale de douane et accises (DGDA) a configurée dans son système Sydonia. Ils demandent un changement à la tête de la direction générale de cette région financière.

Les déclarants en douane sollicitent tous l'intervention personnelle du chef de l'Etat pour baisser la valeur en



Des déclarants en douane ont manifesté samedi dans les rues de Matadi contre la hausse de la valeur douanière.

douane qui, selon eux, affecte gravement la population.

Cette marche est partie du rond-point Kinkanda. Elle n'a pas atteint le cabinet du gouverneur, son point de chute.

Elle a été empêchée de progresser vers le quartier Safari par des éléments de la police, usant de gaz lacrymogènes. Il y a eu des interpellations parmi les manifestants. Et pourtant d'après ces déclarants, cette marche était pacifique. Elle consistait à dénoncer la hausse vertigineuse

de la valeur en douane, laquelle, d'après eux, met en péril le secteur douanier du Kongo Central, et viole la loi régissant non seulement le Code de douane, mais également tous les textes réglementaires et légaux en vigueur en République Démocratique du Congo.

Ces déclarants en douane fustigent aussi la détention à l'ANR de Bruno Nzau, premier serviteur au sein du Rassemblement des déclarants consciencieux (REDECO).

### LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA ROUTE ANGO-ANGO BIEN PARTIS À MATADI

Dans un autre registre, les travaux de réhabilitation de la route transfrontalière Ango-Ango à Matadi sont bien partis grâce à l'implication efficace de la main d'œuvre locale, a indiqué le directeur général de la société «*Jin Jiang construction SARL*», José Yumba Doliveira.

«*Nous remercions le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, pour avoir fait confiance à la main d'œuvre locale, et nous, en tant que fils de la maison, nous promettons que cette route aura une belle écriture infrastructurelle répondant aux normes et standards internationaux*», a rassuré le directeur général José Yumba Doliveira, lors de la supervision de ces travaux de réhabilitation.

Il a fait savoir que les travaux en cours, dont les préliminaires consistent notamment au curage des rigoles, à l'évacuation des immondices et au remblayage,

sont pris en charge par le gouvernement provincial du Kongo Central.

Cependant, les grands travaux d'asphaltage, de bétonnage, de la construction des rigoles et des ponts sont financés par le gouvernement central, a-t-il relevé, précisant que cette route, longue de 4 km, allant du rond-point Kinkanda à Matadi jusqu'à la frontière Ango-Ango, verra jeter quatre ponts au total pour faciliter sa respiration.

La durée des travaux de réhabilitation de cette route transfrontalière est de six mois.

M. Yumba a estimé que le mariage entre sa société et le gouvernement congolais, dont le lien est basé sur le sérieux et l'expertise, est une opportunité pour offrir à la population congolaise des infrastructures modernes répondant aux normes et standards internationaux et démontrer également au monde entier les prouesses infrastructurelles qu'incarnent la RDC.



# Recrudescence du banditisme urbain : le Gouvernement va-t'en guerre contre les « Kulunas »

**En République Démocratique du Congo, aucune ville n'est finalement épargnée par le phénomène « Kulunas », ce banditisme urbain qui prend des proportions inquiétantes. Vendredi en Conseil des ministres, le Premier ministre a exprimé ses vives inquiétudes, estimant que « ces actes de criminalité et d'incivisme inqualifiables, dont sont quotidiennement victimes nos populations, surtout les plus vulnérables, doivent être combattus et réprimés avec la dernière énergie ». Le Gouvernement attend dès lors déployer de gros moyens pour venir de ce fléau. Tenant compte de l'ampleur de ce phénomène, le Premier ministre a annoncé la convocation d'une réunion d'urgence, sur la question, dans les prochains jours, avec les ministères sectoriels et les services concernés en vue de « dégager, une fois pour toutes, un plan robuste et holistique,**

**assorti des moyens, en vue de l'éradication totale et définitive de ce phénomène notamment le phénomène Kuluna à Kinshasa ». Avec l'accompagnement du Gouvernement, le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières a été chargé d'instruire les gouverneurs de province afin que ces derniers prennent, à leur niveau, toutes les mesures nécessaires en vue du renforcement et de la création, dans leurs entités respectives, des dispositifs nécessaires pour arriver à bout de ce phénomène. Il a été également chargé de relancer la campagne de recrutement et de formation des policiers pour renforcer la sécurité urbaine et électorale. Intégralité du compte-rendu de la réunion du Conseil des ministres.**

ECONEWS

## Compte rendu de la quatre-vingt-quinzième réunion du Conseil des ministres

Le Président de la République, Chef de l'Etat a autorisé le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Jean-Michel SAMA LUKONDE KYENGE, à présider, en télé-travail, la quatre-vingt-quinzième réunion du Conseil des Ministres du Gouvernement de la République, ce vendredi 21 avril 2023.

Quatre (04) points étaient inscrits à l'ordre du jour, à savoir :

**I. Communication de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement;**

**II. Points d'information;**

**III. Approbation d'un relevé de décisions du Conseil des Ministres;**

**IV. Examen et adoption des textes.**

**I. COMMUNICATION DU**

**PREMIER MINISTRE**

La communication du Premier Ministre, Chef du Gouvernement a porté essentiellement sur deux (02) points, à savoir :

1. De la recrudescence du banditisme urbain et de la délinquance juvénile dans certaines villes du pays

L'inquiétante montée et la persistance des faits de banditisme et de délinquance juvénile dans certaines grandes villes du pays constituent une préoccupation majeure du Gouvernement. Pour le Premier Ministre, ces actes de criminalité et d'incivisme inqualifiables, dont sont quotidiennement victimes nos populations, surtout les plus vulnérables, doivent être combattus et réprimés avec la dernière énergie.

Tenant compte de l'ampleur de ce phénomène, il a annoncé la convocation d'une réunion d'urgence, sur la question, dans les prochains jours, avec les Ministères sectoriels et les services concernés en vue de dégager, une fois pour toutes, un plan robuste et holistique, assorti des moyens, en vue de l'éradication totale et définitive de ce phénomène Kuluna à Kinshasa.

Avec l'accompagnement du Gouvernement, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières a été chargé d'instruire les Gouverneurs de province afin que ces derniers prennent, à leur niveau, toutes les mesures nécessaires en vue du renforcement et de la création, dans leurs entités respectives, des dispositifs nécessaires pour arriver à bout de ce phénomène.

Il a été également chargé de relancer la campagne de recrutement et de formation des policiers pour renforcer la sécurité urbaine et électorale.

**2. Du Projet de Loi instituant la**

**Reserve Armée de la Défense**

Le Premier Ministre s'est réjoui de l'alignement, pour examen à l'Assemblée Nationale, du Projet de Loi instituant de la Réserve Armée de la Défense en République Démocratique du Congo.

Il a, pour ce faire, chargé le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants à prendre toutes les dispositions pour assurer la défense de ce Projet particulièrement attendu dans ce contexte d'agression rwandaise.

Avant de clôturer sa communication, le Premier Ministre a exprimé une inquiétude sur le problème d'approvisionnement en maïs, conséquence de la rareté de cette denrée dans la partie orientale de l'Afrique. Il a spécialement accordé la parole au Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie Nationale pour faire le point de la situation relative à la hausse actuelle des prix de la farine de maïs dans le Grand Katanga.

Prenant la parole, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie Nationale a évoqué les causes de cette situation liées notamment au déficit de la production locale face à la demande exprimée, aux restrictions des exportations zambiennes et aux coûts élevés d'importation ainsi qu'à la détérioration des conditions climatiques qui impacte la production agricole de la sous-région.

Il a informé le Conseil des grandes lignes des mesures préconisées qui sont en cours d'examen au sein de la Commission ECOFIN du Gouvernement ; et ce, avant leur analyse à la réunion de Conjonction Economique Spéciale prévue à cet effet en vue de leur implémentation à court, moyen et long termes.

Dans ce cadre, il est prévu une mission qui sera conduite par le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie Nationale accompagné des Ministres en charge respectivement de l'Agriculture, des Transports, du Commerce Extérieur, de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises pour explorer la faisabilité de ces mesures avec les producteurs locaux. Cette mission devrait elle parachever les discussions avec la Zambie en vue d'obtenir un accord ferme d'approvisionnement. Elle devra aussi engager les mêmes discussions avec le Gouvernement Sud-Africain.

Il a aussi évoqué la nécessité d'apurer les arriérés des livraisons en carburant à la Société Nationale des Chemins de fer du Congo (SNCC) afin de relancer son approvisionnement. Ce

qui garantirait le transport des produits agricoles et d'autres biens d'équipements utilisés dans les nombreux projets du Gouvernement en cours d'exécution à travers le pays.

**II. POINTS D'INFORMATION**

**II.1. Etat et administration du territoire**

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières a présenté au Conseil, l'état et l'administration du territoire.

Pendant la semaine qui se termine, l'état d'esprit de la population est resté dominé par :

- Les commentaires et réactions de l'opinion suite au report de la rencontre des Chefs d'Etat-major des Armées de la CEAC à Goma sur la situation sécuritaire dans la partie Est de notre pays;
- Les commentaires en sens divers sur le cantonnement des terroristes M23;
- L'activisme inquiétant des miliciens «Lendu»/CODECO et «Hema» ZAIRE/MAPI, en territoire de Djugu, province de l'Ituri.

Présentant succinctement la situation sécuritaire à travers le pays, le Vice- Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur est revenu sur la persistance des actes de représailles entre les deux milices Lendu et Hema faisant des victimes à travers les territoires de Djugu, Irumu, Mambasa et Mahagi, le cas des centres de négoce de Kilo-Etat et Itindey, en secteur de Banyali-Kilo, territoire de Djugu. Le bilan établi indique 33 civils tués et des habitations et boutiques incendiées.

Au village Saïo, secteur Banyali-Kilo, territoire de Djugu, 15 miliciens/Codeco ont été tués par les miliciens Hema du groupe Zaire.

En outre, deux autres groupes armés, nouveau-nés, «Asomaliwa» et «Indocide» sont également signalés dans les attaques contre les sites miniers, le cas des sites miniers de Coopérative «COMO», au village Ngyongyo, chefferie Bandaka, territoire de Mambasa.

Il a rassuré les Conseil des dispositions et mesures prises notamment contre les cas du banditisme urbain, les conflits inter-communautaires.

Dans le registre politique, et en rapport avec le processus électoral en cours, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières a reçu, à travers le PNUD, l'engagement de deux partenaires, à savoir : le Gouvernement Japonais et le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies.

Il se sont engagés à accompagner le Gouvernement de la République avec des appuis financiers de l'ordre de 2 millions USD, en faveur des provinces du Haut-Katanga, Lualaba et Kasai Central et de 1.977.817 USD, pour les provinces de l'Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu. Ces fonds serviront à la sécurisation des élections et la prévention des conflits avant, pendant et après les élections.

Le Conseil a pris acte de ce Rapport.

**II.2. Situation sécuritaire**

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants a indiqué que la situation sécuritaire demeure préoccupante dans la zone de Masisi-Rutshuru et Nyiragongo où, depuis le 16 avril 2023, il s'observe le renforcement de plusieurs positions par les terroristes RDF/M23.

Les différents mouvements de ces derniers de Runyoni, Tshanzu, Sabinyo en direction de Ntamugenga, Kalengera, sur la RN-02, et la concentration sur l'axe Busendo-Pont Mabenga confirment ce renforcement et présagent des attaques contre les positions FARDC.

Ce renforcement est également visible en face de Kibumba,

côté rwandais, aux environs de Tongo, localité occupée par le contingent Kenyan dans le cadre de la Force Régionale, vers les localités Mulimbi et Rusekera.

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants, a informé le Conseil des dispositions prises pour que les activités de défense au front soient proportionnelles, et par-delà, supérieures aux menaces, aussi bien dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri que dans l'espace Grand Bandundu.

Par ailleurs, le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants a fait état du relâchement de 59 combattants du groupe armé EPLC ou Wazalendu qui ont été arrêtés le 14 avril dernier suite à une soi-disant attaque d'une position RDF à Kibumba et acheminés à la prison de Munzenze. Entre-temps, le déploiement du contingent Ougandais se poursuit en territoire de Rutshuru.

Dans le Masisi, les M23/RDF réfractaires ont attaqué une patrouille des éléments burundais à la hauteur de la localité de Malehe sur l'axe Sake – Kitchanga.

Dans les provinces de l'ex- Bandundu, la situation sécuritaire est

dominée par la persistance de l'activisme des assaillants Yaka en territoires de Kwamouth et de Bagata. Des mécanismes au niveau de la Défense se mettent déjà en place pour la stabilisation de la situation.

Le Conseil a pris acte de ce rapport.

**II.3. Situation sanitaire dans le pays**

Le Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention, a présenté la situation sanitaire du pays en trois volets.

En premier, la situation liée à la Couverture Sanitaire Universelle pour laquelle un Etablissement public, dénommé «Agence Congolaise de Réglementation Pharmaceutique» (ACOREP), a été créée. Pour garantir une bonne santé aux Congolaises, l'enquête menée sur la qualité des produits pharmaceutiques indique que 60 à 80% des médicaments posent problèmes.

Le Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention a informé le Conseil de la tenue de la revue à mi-parcours du Projet régional de renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies en Afrique Centrale.

Les objectifs de cette revue étaient notamment de confirmer la pertinence des objectifs de développement du projet (ODP) dans le contexte actuel du pays; et, d'évaluer les progrès réalisés et s'assurer qu'ils demeurent atteignables.

Dans un deuxième temps, le Conseil a été informé de la situation de la vaccination zéro dose. Car, actuellement, le pays compte environ 4 millions d'enfants zéro dose. Cette situation peut être à la base des plusieurs épidémies notamment la rougeole, la poliomyélite, etc.

Face à cela, tout est mis en œuvre pour renforcer la vaccination de routine, impliquer les Gouverneurs des provinces dans toutes les activités liées à la vaccination; préparer une vaste campagne de rattrapage des enfants non vaccinés jusqu'à l'âge de 5 ans comme retenu au dernier Sommet de l'Union Africaine et impliquer les Ministères de Communication et Médias, et ceux du secteur de l'Education afin d'accompagner activement ces dites campagnes.

Le Ministre de la Santé a terminé ce deuxième chapitre en informant le Conseil de l'inauguration du Laboratoire INRB-Goma qui a eu lieu le 06 avril 2023.

(Suite à la page 10)



# ONU: le Conseil de sécurité a tenu des consultations à huis clos sur la question du Sahara marocain

**Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu, à New York, des consultations à huis clos sur la question du Sahara marocain. Ces consultations régulières sont prévues par la résolution 2654 du Conseil adoptée le 27 octobre dernier.**

Selon des sources bien informées au siège de l'ONU, les membres du Conseil de sécurité ont été briefés mercredi par l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, Staffan de Mistura, ainsi que par le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINURSO, Alexander Ivanko.

Selon ces mêmes sources, l'initiative marocaine d'autonomie a été largement appréciée et soutenue par un grand nombre des membres du Conseil qui ont considéré qu'elle constitue la solution sérieuse, crédible et pragmatique pour mettre définitivement fin au différend régional sur le Sahara marocain. A cet égard, il sied de rappeler que la résolution 2654 et toutes celles qui l'ont précédées depuis 2007 ont consacré la prééminence de l'initiative marocaine d'autonomie.

De même et d'après ces sources, les membres du Conseil de sécurité ont unanimement réaffirmé leur soutien au processus politique exclusivement onusien qui vise à parvenir à une solution politique, réaliste, pragmatique, durable et de compro-

mis à la question du Sahara marocain.

Les membres ont tous apporté une nouvelle fois leur appui aux efforts de M. de Mistura pour relancer le processus politique onusien, consacré dans toutes les résolutions du Conseil de sécurité depuis 2007. Dans ce cadre, la reprise des tables rondes, avec la participation notamment du Maroc, l'Algérie et la Mauritanie, a été mise en relief. Le processus des tables rondes a été réaffirmé dans la résolution 2654, et dans celles qui l'ont précédée depuis 2018, comme seul cadre pour la tenue du processus politique, rappelle-t-on.

Les membres du Conseil ont également exprimé leur appréciation pour l'organisation par l'Envoyé personnel, à la fin du mois de mars dernier, au siège de l'ONU à New York, de consultations bilatérales informelles, notamment avec le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie, confirmant ainsi le statut de l'Algérie en tant que partie principale à ce différend régional qu'elle a créé et qu'elle maintient depuis un demi-siècle, au mépris des intérêts et du des-



tin commun des peuples des cinq Etats membres de l'Union du Maghreb arabe.

Il y a lieu de rappeler également que le rôle de l'Algérie a été consacré dans toutes les résolutions du Conseil de sécurité depuis 2018, y compris la 2654 qui lui demande de rester engagée dans le processus des tables rondes dans un esprit de réalisme et de compromis en vue de le faire aboutir. Malheureusement, l'Algérie poursuit sa violation des résolutions du Conseil de sécurité et donc du droit international en refusant de prendre part aux tables rondes, alors que deux de ses anciens ministres des Affaires étrangères, en l'occurrence Lamsahel et Lamamra y avaient pris part respectivement en septembre

2018 et mars 2019.

Ces sources bien concordantes au sein de l'ONU ont indiqué que d'autres membres du Conseil se sont félicités de la stabilité et de la prospérité qui règnent au Sahara marocain en mettant en relief le développement tous azimuts que connaissent les provinces du Sud du Royaume grâce au nouveau modèle de développement de ces provinces, ce qui constitue un démenti cinglant des allégations fallacieuses de l'Algérie et de sa marionnette le «polisario» au sujet de la situation au Sahara marocain et de l'existence d'un soi-disant conflit.

De même, l'ouverture de consulats généraux dans les villes de Laâyoune et Dakhla a été

mise en exergue lors de ces consultations au même titre que la reconnaissance grandissante de la marocanité du Sahara par la communauté internationale.

Par ailleurs, l'attachement du Maroc au cessez-le-feu et sa coopération fructueuse avec la MINURSO en vue de faciliter la mise en œuvre de son mandat de supervision du cessez-le-feu ont été mis en exergue lors de ces consultations.

La renonciation par le «polisario», sur ordre de l'Algérie, au cessez-le-feu a fait l'objet de grandes préoccupations des membres du Conseil qui ont enjoint à ce groupe séparatiste de retourner au cessez-le-feu.

Les obstructions du «polisario» aux activités de supervision du cessez-le-feu de la MINURSO, notamment ses violations des accords militaires et de la liberté de mouvement et le blocage des convois d'approvisionnement, ont été dénoncées par les membres du Conseil qui ont exigé de mettre fin à ses violations condamnables.

La renonciation par le «polisario» au cessez-le-feu et ses atteintes inadmissibles à la MINURSO ont été mises à nu par le Secrétaire général de l'ONU dans son rapport au Conseil en octobre dernier.

Avec MAP

## Vague de nominations au sein du Groupe BGFIBank

Par décision des Conseils d'administration du premier trimestre 2023, le Groupe BGFIBank, engagé à renforcer sa gouvernance, a procédé à des nominations dans la poursuite de mise en œuvre de son plan stratégique «DYNAMIQUE 2025».

Premier pilier du plan stratégique «DYNAMIQUE 2025», le renforcement de la gouvernance des entités du groupe s'est effectué autour de l'équipe de direction de BGFIBank Gabon, BGFIBank Côte d'Ivoire, BGFIBank Guinée Equatoriale, BGFIBank Bénin, BGFIBank Centrafrique et Hédénia.

L'arrivée de nouveaux cadres dirigeants expérimentés renforce le Groupe BGFIBank en interne et confirme l'attractivité de son leadership à l'international. L'objectif ambitieux de relever avec succès les défis de l'Excellence sur les plans humain, commercial, financier, technologique et organisationnel, permettra de contribuer durablement au renforcement de l'efficacité opérationnelle du groupe.

Les changements se sont effectués au sein des sociétés suivantes : **BGFIBank Gabon** avec la nomination de deux di-



recteurs généraux adjoints : Mme Germaine NANFA, directeur général adjoint en charge du Pôle Support, M. Habib Simon Mapangou, directeur général adjoint en charge du Pôle opérationnel; **BGFIBank Côte d'Ivoire** avec la promotion d'un deuxième directeur général adjoint Mme Giséle Houngue, anciennement directeur financier de la filiale ivoirienne; **BGFIBank Bénin** avec la nomination de M. Alexis-Yves Cornille Loueké en qualité de directeur général de la filiale béninoise; **BGFIBank Guinée Equatoriale** avec la promotion de deux cadres dirigeants : M. Fabrice MboumbouPindi, Directeur Général, M. Jose-Gaspar

Nkogo Owono ADA, directeur général adjoint; **BGFIBank Centrafrique** avec la nomination de M. Patrice Ndiaye Kassangoye en qualité de directeur général adjoint.

Hédénia, société en charge des métiers immobiliers, avec la promotion de Monsieur Ricky Mpeghe au poste de directeur général adjoint.

Ces nominations ne sont pas fortuites. Les nouvelles équipes de direction s'attacheront à inscrire les valeurs de travail, intégrité, transparence, responsabilité et esprit d'équipe dans leurs différentes feuilles de route, afin de garantir la solidité et les performances financières du Groupe BGFIBank dans l'avenir. Ainsi, au cours des trois pro-

chaines années, l'objectif stratégique prioritaire sera de poursuivre le développement du projet d'entreprise «DYNAMIQUE 2025», structuré autour de cinq piliers stratégiques : le renforcement de la gouvernance du Groupe, la transformation du capital humain, la garantie des ressources, la maîtrise des risques et le développement du groupe.

Fort de ce nouveau dispositif organisationnel, le Groupe BGFIBank entend résolument poursuivre avec succès sa recherche perpétuelle de l'excellence en créant de la valeur auprès de ses clients et partenaires, nécessaire à la construction d'un Groupe financier africain pour le monde.

«Je me réjouis de l'arrivée de cette nouvelle équipe dirigeante à qui je souhaite la bienvenue. Forts d'expériences professionnelles très diverses, ces nouveaux dirigeants vont soutenir notre groupe à conforter son statut de leader dans nos différents métiers et poursuivre la mise en œuvre de notre plan stratégique 'DYNAMIQUE 2025' auquel je suis très attaché», a déclaré le Président Directeur Général de BGFI Holding Corporation, Monsieur Henri-Claude Oyima.

### À PROPOS DU GROUPE BGFIBANK

Le Groupe BGFIBank est un Groupe Financier International multi-métiers qui allie solidité financière, stratégie de croissance durable et maîtrise des risques, avec l'ambition d'être la banque de référence sur ses marchés en termes de qualité de service. Fidèle à ses valeurs de Travail, d'Intégrité, de Transparence, de Responsabilité et d'Esprit d'Equipe, le Groupe place la qualité de service au cœur de son métier. Il accompagne ses clients particuliers, entreprises et institutionnels dans une relation durable, avec une gamme de produits et services élargie.

Le Groupe BGFIBank enrichit sans cesse son offre en s'appuyant notamment sur l'expertise de ses partenaires, s'ouvrant ainsi à de nouveaux domaines. Avec près de 2.600 collaborateurs présents dans douze pays qui accompagnent au quotidien une clientèle diversifiée au Bénin, au Cameroun, en République Centrafricaine, au Congo, en Côte d'Ivoire, en France, au Gabon, en Guinée Equatoriale, à Madagascar, en République Démocratique du Congo, à Sao Tomé-et-Principe et au Sénégal.

Avec FINANCIALAFRI.COM

# Compte rendu de la quatre-vingt-quinzième réunion du Conseil des ministres

(Suite de la page 8)

En dernier lieu, le Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention a présenté la situation épidémiologique dans le pays. Pendant que le Covid-19, le Monkey-Pox et la Méningite restent globalement maîtrisés, les efforts sont multipliés pour faire face au choléra et à la rougeole.

Le Conseil a pris acte de cette Note d'information.

## III.4. Evolution de la situation récente sur le marché des changes ainsi que des biens et services

Invitée à prendre la parole, la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo a fait le point de la conjoncture économique du pays.

Il en ressort que les tensions sur les marchés de changes et la surchauffe sur des prix intérieurs des biens et services observés sur en début d'année tendent à s'inverser positivement depuis les deux premières semaines du mois d'avril en cours.

Cette situation tient, sans préjudice, de la poursuite des efforts de stabilisation fournis par le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo, au reflux cyclique de la liquidité dans le système bancaire expliqué de la grande échéance fiscale du mois d'avril. Ainsi, a insisté la Gouverneure, il s'observe un ralentissement de l'inflation en rythme hebdomadaire, situant le taux à 0,15% contre 0,28% de la semaine précédente.

Cette évolution est conjuguée à un processus de stabilisation sur le front du change : le taux de dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain demeure très faible (0,02%), attestant une accalmie sur le marché depuis quelques semaines.

Considérant les facteurs de risques externes liés à la conjoncture économique mondiale et internes relatifs à la guerre à l'Est de notre pays et l'inflation importée, la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo a encouragé le maintien de la coordination des actions au niveau des politiques budgétaire et monétaire et la poursuite de l'exécution des réformes structurelles retenues dans le cadre du programme avec le FMI.

Le Conseil a pris acte de cette Note d'information.

## II.5. Rapport sur l'état d'avancement des projets d'entretien et de construction de la voirie dans la ville de Kinshasa

Le Ministre d'Etat, Ministre des Infrastructures et Travaux Publics a présenté les avancées considérables enregistrées sur les chantiers des projets particuliers réalisés et en cours de réalisation pour la réhabilitation et la construction des certains axes routiers ainsi que la lutte antiérosive à Kinshasa et dans certaines provinces du pays.

Ce rapport a pris en compte les chantiers des projets en cours financés par le Trésor Public, ceux en Partenariat Public Privé et ceux réalisés avec l'appui des Bailleurs de Fonds.

Le Conseil a pris acte de ce Rapport.

## II.6. Rapport de mission aux Assemblées de printemps FMI-Banque Mondiale et Rapport d'Evaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux

### et financement du terrorisme

Le Ministre des Finances a présenté, à l'attention des membres du Conseil, deux Rapports successifs.

Le premier Rapport a porté sur la participation de la délégation gouvernementale aux travaux des Assemblées de Printemps de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI).

Outre les séances de travail avec les responsables de haut niveau de ces institutions de Bretton Woods, la délégation congolaise a eu une série de réunions respectivement avec le Comité de Développement du Groupe de la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et, la dernière, avec conjointement la Banque Mondiale et la Société Financière Internationale.

Il en ressort que l'économie de la RDC se montre plus résiliente aux chocs par rapport à d'autres pays de l'Afrique subsaharienne. Les performances macroéconomiques réalisées en 2022 au niveau de la croissance du PIB réel, des réserves internationales et de la mobilisation des recettes ont été félicitées aussi bien par le FMI que par la Banque Mondiale.

Le Gouvernement a été encouragé à poursuivre les investissements dans le secteur des infrastructures et les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires pour attirer davantage le secteur privé et réduire la dépendance de l'économie au secteur minier.

Au sujet des pressions sur le marché des changes et l'inflation, il a été recommandé au Gouvernement des politiques monétaire et budgétaire restrictives avec un accent particulier sur la réduction des dépenses des biens et services ainsi que de fonctionnement au profit des dépenses d'investissement.

Dans la même veine, une décision du Gouvernement a été sollicitée en ce qui concerne les inquiétudes soulevées par le FMI au sujet de l'augmentation de 30 milliards de CDF de l'état liquidatif de paie des fonctionnaires et agents de l'Etat entre janvier et avril 2023 pour atteindre 714 milliards de CDF avec possibilité d'atteindre 800 milliards de CDF à fin 2023. Ce qui est en déphasage total avec les engagements pris dans le cadre du Programme soutenu par le FMI.

Avec la mission du FMI qui séjourne à Kinshasa, les discussions se poursuivent sur toutes ces questions en vue de la conclusion de la quatrième revue du Programme Economique du Gouvernement.

Il sera en outre question de s'accorder sur les déclencheurs du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité dont le montant total en faveur de notre pays pourrait atteindre 1 milliard USD.

Le Ministre des Finances a annoncé au Conseil qu'en vertu du principe de rotation, il a, au nom de la République Démocratique du Congo, pris ses fonctions du président du Groupe Afrique II du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale composé de 23 pays africains.

Il a été complété par le Ministre d'Etat, Ministre du Budget qui a également fait partie de la délégation gouvernementale.

Abordant le deuxième Rapport, le Ministre des Finances a annoncé la finalisation de l'Evaluation Nationale des Risques (ENR) de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme et ce, conformément à la recommandation 1 du Groupe d'Action Financière (GAFI).

L'évaluation de ce Rapport s'est faite avec la participation des services de l'administration publique, des institutions privées, des services d'enquêtes et des poursuites, des membres de la société civile sous la supervision de la Cellule Nationale des Renseignements Financiers (CENAREF).

Au terme de cet exercice long et laborieux, notre pays a identifié, évalué et compris les risques auxquels il est exposé en cette matière. Ainsi, il s'est engagé à prendre des mesures idoines dans l'optique de rendre robuste et efficace son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et ce, conformément aux standards du GAFI.

Plusieurs recommandations ont été formulées notamment :

- la création des pools spécialisés dans les parquets et des chambres chargées des affaires des crimes économiques au sein des juridictions compétentes;
- la mise en place d'un système d'identification nationale via l'Office National d'Identification de la Population (ONIP) avec comme objectif de doter chaque congolais d'une carte d'identité nationale sécurisée;
- la révision des lois et des textes réglementaires existants ayant une implication sur la LBC/FT;
- le renforcement des capacités des autorités de supervision, d'enquêtes et de poursuites ainsi que des assujettis.

Le Ministre des Finances a rassuré de la détermination du Gouvernement à mettre en œuvre toutes les actions recommandées pour résorber les faiblesses identifiées dans le rapport précité. Sa validation par le Gouvernement permet non seulement d'entamer la mise en œuvre du Plan d'actions résultant de cette évaluation, mais aussi contribuera à la bonne exécution du Plan d'actions du GAFI dans le cadre de son processus ICRG pour sortir la République Démocratique du Congo de la liste des juridictions sous surveillance renforcée.

Ce Rapport sera présenté au Groupe conjoint du GAFI lors de la réunion de face à face qui se tiendra du 1er au 8 mai 2023 à Port-Louis en Ile Maurice.

Le Conseil a pris acte de ces deux Rapports.

## II.7. Evolution du processus vers la salubrité médiatique

Le Ministre de la Communication et Médias, Porte-parole du Gouvernement a présenté au Conseil les grandes lignes de l'évolution du processus vers la salubrité médiatique et mis en exergue les défis à relever au regard des résolutions des états généraux de la communication et médias.

Il a indiqué que la promulgation de la nouvelle Loi sur la presse est une avancée majeure pour laquelle tous les acteurs de ce secteur ont remercié le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO et aussi salué l'accompagnement du Gouvernement.

Ce cadre légal adapté à l'environnement et aux défis actuels de l'exercice de la liberté de la presse est une véritable fondation qui vient d'être posée dans le paysage médiatique congolais.

La première phase du contrôle de conformité administratif et documentaire des éditeurs des programmes et des sociétés de télédiffusion amorcée en décembre 2021 pour la ville de Kinshasa a été bouclée. La Commission permanente instituée par Arrêté ministériel a rendu les conclusions de ces travaux qui se présentent comme suit :

- Sur 98 Editeurs des programmes (chaînes de télévision) présents sur le bouquet public, seuls 64 ont satisfait aux exigences requises en la matière, soit 66%;
- Sur les 101 Editeurs des programmes présents sur les différents bouquets privés, seuls 20 ont satisfait aux exigences requises en la matière, soit 20%;
- Sur les 11 Sociétés de télédiffusion, aucune ne satisfait totalement aux exigences administratives et techniques requises;

Et dix (10) chaînes émettent encore en analogique. Une série de moratoires a été accordée, à partir du 21 juillet 2022, et plusieurs fois renouvelées afin de permettre aux concernés de régulariser leurs situations respectives. Neuf (9) mois plus tard, le Ministère de la Communication et Médias s'est trouvé dans l'obligation de solliciter la prise d'acte par le Conseil afin de prendre des mesures ci-après :

- (1) La déconnexion d'Editeurs des programmes non en règle, après une dernière période probatoire de 15 jours, dès ce lundi 24 avril 2022, et la connexion de ceux qui le sont.
- (2) La déconnexion de ceux qui émettent encore en analogique, après une dernière période probatoire de 15 jours, dès ce lundi 24 avril 2022. La récupération desdites fréquences par le Ministère des PT-NTIC vise leur utilisation dans le cadre d'autres applications;
- (3) L'extension de ce contrôle administratif et technique, dans une seconde phase, aux différentes radios et autres catégories des médias.

Par ailleurs, le Ministre de la Communication et Médias a annoncé la transmission au Gouvernement de l'avant-projet du Décret portant statuts des journalistes œuvrant en République Démocratique du Congo pour examen et approbation.

Il a rappelé au Gouvernement la nécessité et l'urgence du financement du Congrès Extraordinaire Statutaire de l'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC) conformément aux résolutions des états généraux de la communication et médias.

L'objectif poursuivi est de faciliter le travail de salubrité médiatique et de la construction d'une presse plus professionnelle, libre et économiquement viable afin de mieux contribuer au développement notre pays. Le Conseil a pris acte de ce Rapport.

## III. APPROBATION D'UN RELEVÉ DE DECISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Conseil des Ministres a adopté le relevé de décisions prises

lors de sa 94ème réunion tenue le vendredi 14 avril 2023.

## IV. EXAMEN ET ADOPTION DE DEUX (02) TEXTES

### IV.1. Projet de Décret

La Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et Développement Durable a soumis au Conseil le Projet de Décret portant création, organisation et fonctionnement d'un Etablissement Public dénommé « Autorité de Régulation du Marché de Carbone en République Démocratique du Congo », ARMAC en sigle.

Elle a rappelé que la décision de mettre sur pied cet Etablissement durable a été prise lors de la 11ème réunion du Conseil des Ministres tenue le 19 juillet 2021. Celle-ci était dictée par la nécessité de rentabiliser les efforts fournis par notre pays dans la préservation de ses forêts, le renforcement de stocks de carbone, ainsi que sa contribution à la régulation du climat mondial, au profit de l'amélioration des conditions de vie de la population.

Evouant les missions dévolues à l'Autorité de Régulation du Marché de Carbone, la Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et Développement Durable a précisé qu'elle est chargée d'organiser, de réguler et de contrôler les opérations d'achat, de vente des crédits carbonés en République Démocratique du Congo.

A ce titre, elle organise la régulation, le contrôle, le suivi et l'évaluation des activités de génération, d'achat et de vente des crédits carbonés. Elle sera également chargée de mettre en œuvre la Taxe Carbone, en conjonction avec les secteurs et services étatiques habilités.

L'ARMAC est dotée d'un patrimoine propre et jouit de l'autonomie de gestion, sous la tutelle du Ministre ayant l'Environnement et le Développement Durable dans ses attributions. Après débats et délibérations, le Conseil a adopté ce Projet de Décret.

### IV.2. Projet de Loi portant autorisation de la prorogation de l'état de siège sur une partie du territoire national

La Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux a soumis au Conseil le Projet de Loi autorisant la prorogation de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu pour une période de 15 jours prenant cours le 04 mai 2023.

Elle a soutenu que ce régime exceptionnel devrait être prorogé sur autorisation du Parlement pour permettre à nos Forces de Défense et de Sécurité qui sont présentement déployées pour poursuivre les opérations militaires tendant à éradiquer les forces ennemies et à rétablir la paix dans la partie Est du pays.

Après débats et délibérations, le Conseil a adopté ce Projet de Loi.

Avant de clôturer cette réunion, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a souhaité à la Communauté musulmane de la République Démocratique du Congo une joyeuse célébration de l'Aïd el-Fitr.

Commencée à 12h12', la réunion du Conseil des Ministres a pris fin à 17h52'.

**PATRICK MUYAYA KATEMBWE**  
MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET MÉDIAS  
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT



# Football : François-Claude Kabulo veut gagner le pari de reprendre la 28<sup>ème</sup> édition de la Linafoot

Le secrétariat de la Ligue nationale de football (Linafoot) vient de rendre public le calendrier de 105 matches restants pour boucler la phase aller de son 28<sup>ème</sup> championnat. Selon ce document, la reprise de ce championnat, arrêté le 24 décembre 2022, est prévue le 5 mai 2023.

NANA K.

À l'arrêt depuis le mois de décembre 2022, la division d'élite de la Ligue nationale de football (Linafoot) reprend, sauf imprévu, le 5 mai 2023.

En effet, le Comité de gestion de la Linafoot a publié, vendredi dernier, le calendrier des matches restants pour terminer la phase aller de la 28<sup>ème</sup> édition du championnat national de football, au terme d'une réunion d'harmonisation entre le ministre des Sports et Loisirs, François-Claude Kabulo et les dirigeants sportifs réunis au sein de l'ADFCO.

Les clubs, engagés aux championnats de la Ligue 1 et 2, se disent prêts à reprendre les matches à partir du 5 mai 2023.

Dans le calendrier ainsi

réaménagé, le Tout Puissant Mazembe aura l'honneur d'ouvrir le bal en offrant son hospitalité à la Jeunesse Sportive de Kinshasa (JCK), le 5 mai 2023 au stade TP Mazembe de Lubumbashi, sous le coup de 15 h 30. Le 6 mai 2023, l'AS Maniema Union accueillera le FC Renaissance du Congo au stade Joseph Kabila à Kindu. Le même jour à Kinshasa, au stade des Martyrs de la Pentecôte, deux ren-



Les dirigeants de l'ADFCO après la séance d'harmonisation avec le ministre des Sports et Loisirs.

contres seront à l'affiche, à savoir l'AC Kuya face à l'AC Rangers en premier match,

suivie de la rencontre entre le DC Motema Pembe et l'US Panda B52 de Likasi.

Le 7 mai 2023 à Mbuji-Mayi, Sa Majesté Sanga Balende recevra, au stade Kashala Bonzola, l'US Tshinkunku.

Pour rappel, la Linafoot a rendu public ce calendrier, conformément à l'ultimatum de l'ADFCO, lancé jeudi lors de l'audience que lui avait accordée le ministre des sports et loisirs, Claude François Kabulo mwana Kabulo.

A présent que l'on y est, la reprise de ce championnat arrêté le 24 décembre dernier est exclusivement tributaire de son financement par le gouvernement de la RDC.

## Boxe : deux mois après la polémique des 100.000 USD, Bakolesigne son retour sur le ring par une victoire

ECONews

À cœur d'une polémique après avoir reçu 10000 dollars américains, pour un combat qui n'a pas eu lieu, le boxeur Martin Bakole a disputé et gagné, le samedi 22 avril 2023 en Poogne, le « choc » contre l'Ukrainien Ihor Shevadtzyski.

Une victoire par arrêt de l'arbitre dès le troisième round, Martin Bakole n'a donc pas raté son retour sur les rings. Même si c'était face à un boxeur, 52<sup>e</sup> mondial, qui est loin de porter son surnom de « Hulk », le boxeur congolais (18<sup>e</sup> mondial) avait à cœur de disputer ce combat, histoire de se « réhabiliter » après « l'affaire des 100.000 dollars ».

Il y a deux mois en effet, celui qui avait infligé au champion olympique français Tony Yoka sa première défaite chez les pros, avait déclenché



Au 3<sup>ème</sup> round, Martin Bakole est venu à bout de l'Ukrainien, dit Hulk.

une vive polémique après avoir reçu 100 000 dollars américains de la part du gouvernement congolais. Cette somme importante lui a été donnée pour les préparatifs d'un combat dont personne ne semblait avoir connaissance et qui n'aura jamais lieu. Le prétendu adversaire, Michael Hunter, le seul homme à avoir battu Martin Bakole, avait lui-même démenti la tenue de ce face-à-face.

Le natif de Kananga est dès lors accusé d'« escroquerie » et critiqué sur les réseaux sociaux. Samedi, il a enfin disputé un combat et montré qu'il avait peut-être « fait bon usage » des 100.000 dollars.

En tout cas, il peut estimer que sa réhabilitation, s'il en était question, était sur la bonne voie puisqu'il a été félicité par le ministre des

Sports congolais après sa victoire sur « Hulk ».

« Martin Bakole le peuple congolais est fier de toi, une fois de plus tu viens d'honorer notre pays à travers cette victoire très significative. Bravo cher compatriote et ta victoire à la veille des 6<sup>èmes</sup> jeux de la Francophonie, j'en suis convaincu, va booster nos Leopards qui vont défendre nos couleurs. Bravo cher ami et merci pour cette belle performance obtenue loin de ta terre natale », a écrit le ministre sur son compte twitter.

Après sa brillante victoire, Bakole a en profité pour faire une demande : « J'ai un autre combat important prochainement. Ça peut s'organiser en RDC si vous le voulez », a-t-il lancé au ministre. L'Etat congolais va-t-il devoir remettre la main à la poche? Suspense !

## Clôture du tournoi interuniversitaire : les étudiantes de l'INBTP sacrées championnes

Le ministre des Sports et Loisirs, François-Claude Kabulo mwana Kabulo, a honoré, samedi 22 avril au stade des Martyrs, les étudiantes en rehaussant de sa présence la clôture de la première édition du tournoi interuniversitaire, dénommé « Talent F ».

A cette occasion, un match de football féminin a opposé l'ISAM (Institut supérieur des arts et métiers) à l'IBTP (Institut du bâtiment et des travaux publics).

Le temps réglementaire le match s'est soldé par un

nul d'un but partout. C'est à la séance des tirs au but que les deux protagonistes se sont départagés. Quatre tirs réussis pour les ingénieurs en bâtiment de l'INBTP contre un seul pour les modélistes. Divine Baguma a ouvert le score pour l'INBTP à la 26<sup>ème</sup> minute et trois minutes plus tard, Elias Ngoyi a permis à l'ISAM de revenir au score, sur un coup de pied arrêté.

En compagnie de sa collègue du Genre, Famille et Enfant, Mireille Masangu Bibi Muloko, le numéro un des sports

congolais, Kabulo mwana Kabulo, a remis des enveloppes consistantes aux trois premières équipes classées, des médailles et une coupe à l'équipe championne. Un geste d'encouragement salué par les athlètes.

« Nous sommes honorés de la présence du ministre des Sports. Nous ne pouvons que dire merci pour sa présence. Nous avons organisé ce tournoi dans le but de promouvoir le football des dames au sein des universités et de faire régner un bon climat entre les étudiants parce

que le football, c'est une discipline qui réunit tout le monde », a déclaré la présidente de la Ligue nationale de football féminin (LINAFF), Olive Kiloha.

A noter que le go de ce tournoi organisé par la Ligue nationale de football féminin, en collaboration avec la Représentation des étudiants du Congo (REC), a été donné le 18 février dernier, douze universités et instituts supérieurs y ont pris part.

AVEC CELCOM/SPORTS ET LOISIRS

ECONews

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa / Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63 / 89 301 93 05  
+ 243 903185670  
E-mail :  
kuediasala@gmail.com  
www.econewsrdc.com  
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF  
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION  
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE  
Faustin KUEDIASALA  
Hugo TAMUSA  
Florent N'LUNDA N'SILU  
Tighana MASIALA  
Jonathan MUTADJIRI

Nana Kanku  
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS  
Marc NZATE  
Francis Mayuma

WEB MASTER  
Tighana MASIALA

PRODUCTION  
Michel MASUDI  
+243 907314011

COMMERCIAL  
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL  
René LOKOTA



# Agression de la RDC : «Le Rwanda ne comprend que le langage de la force», réaffirme Adolphe Muzito

*Dans la compréhension de la situation récurrente de crise qui mine la partie Est de la RDC, Adolphe Muzito, leader du Nouvel Elan et de Lamuka, n'a jamais changé de langage ni d'approche de sortie de crise. Invité le week-end du journal Afrique de TV5 Monde, Muzito a réitéré ce qu'il a toujours soutenu : « Le Rwanda ne comprend que le langage de la force », avant d'ajouter : « Nous pensons qu'il faut faire la guerre au Rwanda et les repousser vers leur territoire ». Candidat à la présidentielle de décembre prochain, il se fixe quatre priorités à atteindre : la souveraineté militaire et territoriale, la souveraineté monétaire, la réduction de la pauvreté, et la réduction du chômage. Pour le moment, il n'est pas prêt à s'allier ni à Tshisekedi ni à Kabila, encore moins à la dynamique qui s'est créée à Lubumbashi entre Katumbi, Matata, Fayulu et Sesanga. Entretien avec TV5 Monde.*



Adolphe Muzito, président du Nouvel Elan

**J**e voudrais vous faire réagir sur le redéploiement du M23 dans plusieurs zones. Comment mettre fin à cette spirale de la violence dans l'Est de la RDC ?

Le Rwanda ne comprend que le langage de la force. Nous ne pouvons pas négocier avec le Rwanda parce que, en fait, comme le dit un proverbe africain : « Quand un petit poussin remplit une marmite, ce qu'il y a en dessous son père ou sa mère ». Et nous sommes conscients que ce sont des multinationales qui financent cette guerre-là et qui utilisent le Rwanda. Nous pensons qu'il faut faire la guerre au Rwanda. Et nous allons profiter de ce moment de répit, où les forces sous-régionales sont sur le terrain, avec tout ce que nous constatons malheureusement, pour que nous puissions préparer la guerre. Vous savez que les Rwandais nous font ce qu'ils font parce qu'ils ont réussi à nous infiltrer et cela depuis l'année 1996. Ils ont profité du moment où le Congo n'avait pour budget que 100 millions USD. Je dis bien 100 millions de dollars américains.

**Le Rwanda dément toujours infiltrer le M23. Pour vous, la stratégie, c'est une guerre frontale avec le Rwanda ?**

Le Rwanda, c'est tout petit. C'est 1% du Congo, voyez-vous ? C'est même difficile de les attaquer. Mais, nous sommes bien obligés de les attaquer le moment venu pour les repousser vers leur territoire. A ce moment-là, nous pourrions négocier avec les vrais partenaires qui sont les multinationales qui profitent de cette situation pour nous prendre frauduleusement nos minerais. Nous pensons que si, officiellement, nous négocions avec les mul-

tionales pour une exploitation officielle, ça nous permettra de mettre fin à cette situation une fois pour toutes.

**Au-delà de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, quelle est la priorité du candidat Adolphe Muzito ?**

Le candidat Adolphe Muzito a une offre politique qui a quatre priorités essentiellement. La première priorité, c'est la souveraineté militaire et sécuritaire. Il nous faut un budget d'un milliard et demi de dollars américains sur un horizon de cinq à dix ans pour donner à notre armée quinze à vingt milliards de dollars américains pour assurer la sécurité et l'intégrité du territoire.

La deuxième, c'est la souveraineté monétaire, parce que comme vous vous le savez, la souveraineté d'un Etat, c'est la monnaie, la défense et la diplomatie. Mais, la diplomatie dépend aussi de l'économie mais aussi de la défense. Il faut rétablir la souveraineté de notre monnaie qui est la base à partir de laquelle nous pouvons avoir une meilleure économie financière. Cette monnaie aujourd'hui ne remplit pas ses fonctions traditionnelles d'une monnaie. Elle n'est pas un étalon de valeur, elle n'est pas un bon intermédiaire d'échanges à cause de son instabilité. Elle n'est pas aussi une réserve de valeur. Alors nous, nous disons, il faut restaurer sa souveraineté.

La troisième priorité, c'est la lutte contre la pauvreté. Vous savez que le Congolais vit avec 1,5 dollar américain aujourd'hui. Il faut augmenter le revenu national grâce à de gros investissements pour franchir le seuil de souveraineté qui peut aller jusqu'à deux dollars et demi.

Le quatrième chantier, évidemment toujours dans ce cadre-là, c'est le chômage.

Aujourd'hui, le taux de chômage est autour de 75% dans notre pays. Sur 60 millions que représente la population active, plus ou moins 15 millions seulement travaillent et 45 millions ne travaillent pas. Ce qui est plus grave, ce n'est pas le taux de chômage mais plutôt son augmentation.

Nous sommes en train de voir que sur le marché, il y a trois millions de jeunes qui arrivent chaque année. Sur un horizon de dix ans, nous aurons 30 millions de jeunes qui devront être résorbés comme chômeurs pour que l'on commence à inverser la courbe.

**Que se passe-t-il entre vous et Martin Fayulu au sein de la coalition LAMUKA ? Est-ce que cette séparation est-elle définitive ?**

Cette séparation est définitive, parce que M. Martin continue toujours à vouloir collaborer avec ceux qui ont créé la situation du chaos électoral que nous déplorons et pour laquelle, d'ailleurs, LAMUKA est née comme force de résistance, force de pression sur le pouvoir pour qu'on ait les réformes nécessaires afin que tout ce qui s'est passé en 2018 ne se reproduise pas. Il flirte avec Kabila qui est encore probablement avec Tshisekedi. Il flirte avec M. Katumbi qui était avec nous à LAMUKA et qui a basculé à l'Union sacrée. Et il quitte l'Union sacrée alors que là, avec Tshisekedi, ils ont monté ce qu'ils ont monté. Il a été au Parlement à travers son parti et ses dépu-

tés. Il a été au Gouvernement. Ils ont voté la loi sur la CENI, la configuration actuelle de la CENI contre laquelle nous on s'est battu. Voilà que maintenant il se hisse comme celui qui doit lutter contre la configuration actuelle de la Cour constitutionnelle, alors qu'il est parmi ceux qui ont fait que nous soyons là. Et moi je ne suis pas d'abord avec cette façon de collaborer.

**Vous n'avez pas signé la charte de l'Union sacrée, début avril, mais vous étiez aussi absent à Lubumbashi. Est-ce que vous ne craigniez pas d'être un candidat isolé ?**

Je ne serai pas isolé. D'abord, un candidat président de la République, c'est un homme face à un peuple. Donc il est en face d'un peuple. Deuxièmement, je serai pourquoi ? Parce que je serai avec le peuple. Moi, je n'ai pas envie, dans ma coalition, d'être avec des gens pour qui nous n'avons pas débattu des programmes. Je compte beaucoup sur les forces sociales, les jeunes au détriment des élites, ou plutôt des oligarques pour créer une vraie coalition sur fond d'un programme politique, économique et social.

**Quelle est votre position concernant le projet de loi Tshiani dite de la congolité qui vise à réserver certains postes uniquement aux Congolais de père et de mère ?**

Je suis contre cette loi. Si j'étais au Parlement, je vo-

terai contre. Mais seulement, pour respecter la République, pour respecter les institutions telles qu'elles sont et telles qu'elles les ont reconnues, Monsieur Katumbi lui-même, il faut qu'il laisse jouer le jeu démocratique dans le Parlement, parce qu'il est au Parlement à travers son parti. Laissons jouer la démocratie. Il ne peut pas empêcher un Parlement qu'il reconnaît de discuter, de débattre d'une loi. Il faut débattre.

**Est-ce que vous pensez que les élections auront lieu le 20 décembre 2023 ?**

Il y a un problème d'abord du délai, ensuite un problème de la transparence du processus proprement dit. A propos du délai, j'ai l'impression que nous serons hors délai parce qu'il y a des étapes à franchir après qu'on a fini l'enrôlement qui n'est pas fini à ce jour.

**Vous avez confiance à la Commission électorale ?**

Je n'ai pas confiance parce que je me bats dans le cadre de la résistance. LAMUKA se bat pour qu'il y ait des réformes de manière à ce que la CENI soit réellement neutre plutôt qu'une CENI politisée comme c'est le cas aujourd'hui. Et donc nous disons, du point de vue qualitatif, le processus n'aura été bien conduit. Et du point de vue du délai, je crois que nous serons hors-délai et parce que le processus tel qu'il conduit aujourd'hui ne nous permet pas d'être dans le délai.

ENTRETIEN DE TV5 MONDE, DÉCRYPTÉ PAR TIGHANA M.